

KANAKY**Aujourd'hui****la résignation ou la révolte**

CONGRÈS CGT :
Krasucki/Viannet à la
barre et l'ouverture...
au placard ?
PAGE 6.

ÉCONOMIE :
Réflexions de la
Fédération anarchiste
sur le capitalisme.
PAGES 9 ET 10.

CHINE :
La mort est
au bout
du fusil !
PAGE 3.

communiqués éditions

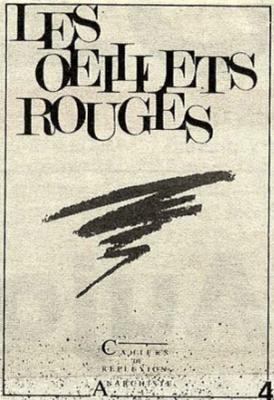
- **SARCELLES**
Le groupe de Sarcelles vend le « Monde libertaire » les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois entre 18 h et 19 h à la gare de Garges-Sarcelles (sortie principale).
- **LYON**
Le groupe anarchiste de Lyon assure des permanences les 1^{er} et 3^e lundis de chaque mois au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.
- **AMIENS**
Le groupe d'Amiens vend le « Monde libertaire » tous les mercredis après-midi devant les Nouvelles Galeries.
- **SEVRAN-BONDY.**
Comme chaque année, le groupe de Sevrans-Bondy de la FA participera à la fête des associations de Bondy les 24 et 25 juin. Le groupe invite tous les sympathisants des idées libertaires à prendre contact à cette occasion avec les militants locaux de la FA.
- **ARLES.**
Le groupe FA d'Arles invite toutes les personnes intéressées à le rejoindre, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures, soit sur le marché le samedi matin (les mois de juillet et d'août exceptés).
- **SÈTE.**
Une liaison de la FA existe sur Sète. Les personnes qui veulent entrer en contact avec elle peuvent passer par les Relations Intérieures.
- **DIGNES-LES-BAINS.**
Un groupe est en cour de formation à Dignes-les-Bains (04), pour toute demande de contact, passer par les Relations Intérieures qui transmettront.

éditions

- **BRIQUETS ET BADGES.**
Le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets « A cerclé » (rouge sur fond noir, à 15 F l'unité et 12 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Vive l'anarchie » (avec dessin de Reiser, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Chat noir » (sur fond rouge, 10 F l'unité et 8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande : « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).
- **POCHOIRS ET JEU DE L'OIE.**
Le groupe Benoît-Brouchoux de Lille diffuse une série de pochoirs, l'épreuve sur papier ou le pochoir lui-même (Proudhon, « chat libertaire », « Charlot prisonnier », etc.). Pour tout renseignement, s'adresser au Centre culturel libertaire. D'autre part, le groupe Benoît-Brouchoux diffuse un jeu de l'oie libertaire, pour toute commande (55 F, port compris), écrire au Centre culturel libertaire : 1-2, rue Denis-du-Péage, Lille (tél. : 20.04.66.06, permanence le samedi de 15 h à 19 h).

« OEILLETTS ROUGES »

Le numéro quatre des « OEillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positiver les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les OEillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



« GRAFFITI »

Le numéro 6 de « Graffiti », qui vient de paraître, a pris des formes plus classiques (6 pages format A3). Au sommaire de ce numéro : le bilan écologique catastrophique et son lien avec le système économique actuel ; face à l'intégrisme, Français et immigrés toujours solidaires ; le mouvement des enseignants.



AUTOCOLLANTS.

Le groupe Carlo-Cafiero a édité deux autocollants en noir et rouge sur le thème « Contre l'Europe des patrons et des Etats, révolution ! ». Ils sont à votre disposition à la librairie du Monde libertaire, au prix d'un franc l'unité et de 0,50 F pour les commandes supérieures à 10 unités.



AFFICHE.

Le groupe de Sevrans-Bondy a édité une affiche de propagande pour la librairie du Monde libertaire. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F l'unité, et de 1,20 F au-dessus de 10 exemplaires.

éditions

« VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste vient de sortir le numéro 35 de sa collection de brochures « Volonté anarchiste » : « Le communisme libertaire », d'après Isaac Puente. Il est possible de se la procurer à la librairie du Monde libertaire au prix de 25 F.

« LE FARFADET ».

Le groupe de Nantes nous annonce la sortie du n° 6-7 de son journal, « Le Farfadet ». Il vous en coûtera 6 F, plus 4 F de frais de port, à envoyer à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », c/o Radio Alter-Nantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes. « Le Farfadet » est aussi en vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

« CHÔMAGE ET PRÉCARITÉ ».

L'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste vient de réaliser une brochure, éditée par « Contre Courants », sur le chômage et la précarité : « Chômage et précarité, où va-t-on ? J'vous l'demande ! ». Cette brochure est disponible pour la somme de 15 F en écrivant à : « Contre Courants », c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

AFFICHES.

Le groupe d'Anizy-le-Château a édité une affiche de soutien à Bruno Guilloiré, insoumis emprisonné et militant de la FA. Elle est disponible au prix de 3 F l'unité, en soutien, à la librairie du Monde libertaire.



« GARE L'EXPLOSION »

Les éditions Partage Noir viennent de rééditer une brochure de Jean-François Varlet écrite en 1794 : « Gare l'explosion ! ». Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 7 F.



communiqué

MONTREJEAU.

Une liaison vient de se constituer à Montrejeau. Elle invite tous les sympathisants à entrer en contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations Intérieures organise une nouvelle série de cours. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- Le 6 juin : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste.
- Le 13 juin : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe.
- Le 20 juin : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.
- Le 27 juin : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e (métro Blanche).

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander ...

...est à la librairie libertaire
du monde
libertaire

145, rue Amelot, Paris 11^e. M. République. Tel. 48.05.34.08.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

CHINE

La liberté massacrée !

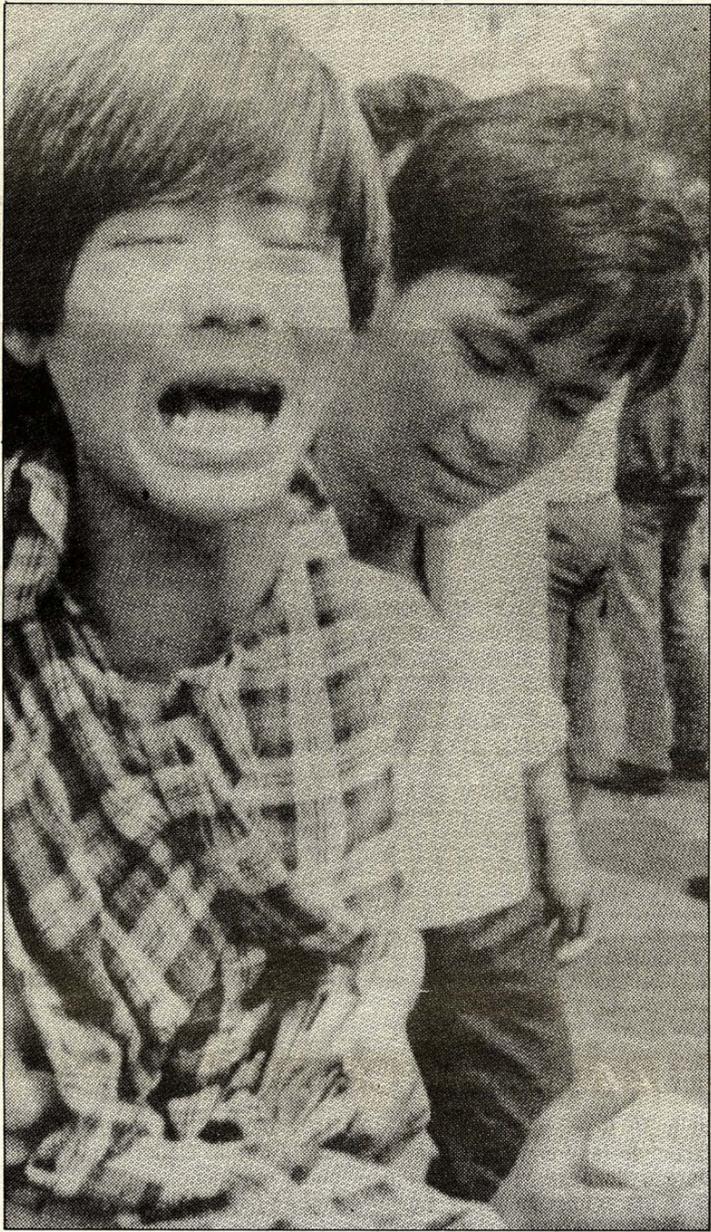
« **L**e pouvoir est au bout du fusil », disait Mao. Aujourd'hui, c'est le peuple qui est au bout du fusil ! Tôt, ce dimanche 4 juin, 20 000 soldats marchaient sur Tian Anmem. La veille, ils avaient été refoulés, contraints de retourner dans leurs casernes. Cette fois, ils revenaient armés, avec l'ordre de faire place nette. Et, comme souvent, ils ouvrirent le feu. Cent morts annoncent les médias, certainement plus. Triste spectacle d'un gouvernement en péril. Etudiants, ouvriers, ils étaient encore nombreux, après plusieurs semaines, à occuper la place symbole de Pékin, la place de « la paix céleste » : Tian Anmem. C'est dans la stupeur, le sang, que les militaires les ont chassés.

« Le régime communiste a échoué et le peuple le sait », affirmons-nous dans le *Monde libertaire* de la semaine dernière. Mais à la différence que les dirigeants chinois, comme tous les autres dans le monde, ont l'armée à leurs bottes (quand ce n'est pas l'armée, elle-même, qui est à la tête de l'Etat !). Et naturellement, quand le peuple réagit, ils envoient les chars ! Les occupants de Tian Anmem en ont fait la terrible expérience.

Les conséquences de cette répression, à l'heure où nous bouclons notre hebdo, sont difficiles à mesurer. Il reste certain que les comportements de Deng Xiaoping et de son Premier ministre conservateur Li Leng ne vont que renforcer le mépris de la population envers ses dirigeants.

Les « Rénovateurs » seront-ils définitivement exclus ? Zhao Ziyang, le secrétaire du Parti communiste chinois démissionné et emprisonné ? L'accusation de « comploteurs » au sommet de l'Etat publiée dans le *Quotidien du Peuple* par la commission propagande du PCC tendrait à confirmer la thèse de l'exclusion et de la reprise en main du régime par les apparatchiks... Mais, cette tentative ne se fera pas sans difficultés.

Même si les informations nous manquent, comme elles font défaut à l'ensemble des correspondants étrangers à Pékin, qui



sont cantonnés exclusivement à transmettre ce qui se passe dans la capitale chinoise ; la province ne restera pas sans réagir. La situation ainsi créée risque de révolter les campagnes. Elle pourrait devenir explosive. Déjà la solidarité s'organise. En province, les étudiants sont transportés gratuitement par les cheminots (cf. *Monde libertaire* n° 754). Un exemple qui pourrait faire tache d'huile et s'étendre à d'autres secteurs et au-delà d'un soutien ponctuel. Cette reprise en main sera d'autant plus délicate que cette période a créé une dynamique irréversible. « Rien ne sera plus comme avant », la répression n'y changera rien. Ces dernières semaines ont été l'occasion pour des millions d'étudiants et d'ouvriers de prendre conscience collectivement de leur force. « A bas la dictature », « Vive la liberté », ont-ils crié. L'occupation de Tian Anmem, raconte un ouvrier menuisier, nous a permis de nous « rencontrer » de « discuter ensemble (...). Nous avons même pris la décision de créer un syndicat libre », ajoute-t-il. Cette expérience, cette mémoire, il faudra du temps ou beaucoup d'autres morts pour la réprimer.

C'est pourquoi, Deng Xiaoping a sous estimé l'ampleur de ce mouvement. Même si celui-ci affirmait dans un document diffusé aux cadres du PCC : « Il s'agit... d'une émeute... Notre position doit être claire. Il faut prendre des mesures efficaces pour mettre fin à cette agitation... Leur but (aux étudiants) est de renverser le PCC et de ruiner la nation... Les quatre principes sont indispensables : direction du parti, dictature du pro-

létariat, système socialiste, adhésion au marxisme-léninisme... Nous devons appliquer la dictature démocratique du peuple » (sic). Discours saisissant que l'on espérerait perdu aux oubliettes de l'histoire. Hélas !, non, il sévit à nouveau et de quelle manière ! Pourtant, ce discours apparaît anachronique à celui des étudiants, comme un décalage irrémédiable entre la Chine des mandarins et celle des ouvriers et paysans. Décalage qui ne pourra que s'accroître avec cette répression sanglante. Deng Xiaoping n'a rien compris. Li Peng non plus. La Chine s'est réveillée contre eux. Ils ne pourront plus rien y faire même au prix d'autres victimes. On ne réprime pas la liberté bien longtemps.

A. D.

DERNIERES NOUVELLES

Environ 5 000 personnes étaient réunies, dimanche 4 juin, sur la place du Trocadéro pour manifester contre la répression sanglante qui vient d'avoir lieu en Chine. Après diverses allocutions faites par des personnalités de la communauté chinoise à Paris, le rassemblement s'est ensuite transporté vers l'ambassade de Chine. La communauté chinoise occupait une bonne partie du cortège, suivie de PSA, de la Fédération anarchiste, du Parti humaniste, de la LCR, du MPPT et de LO. De nombreux slogans furent lancés, dénonçant le régime communiste chinois, et réclamant la liberté pour le peuple.

MIKMO

NOUVELLE-CALÉDONIE

L'indépendance ?

LESmortsde Jean-Marie Tjibaou, Yéwéné Yéwéné et Djibelly Wea montrent au moins trois choses : les accords Matignon n'ont rien réglé ; Rocard et l'ensemble du gouvernement n'ont rien compris des réalités qui prévalent en Nouvelle-Calédonie ; le consensus qui semblait exister au sein du mouvement indépendantiste est loin d'être réel.



Sur les accords Matignon, nous avons fait état dans ces colonnes de la teneur de cette loi. Les perspectives de l'indépendance sont inexistantes ; la volonté affichée est de maintenir la Nouvelle-Calédonie dans le giron français ou, dans le meilleur des cas, ils accoucheront de néo-colonialisme. Rocard avait fondé sa politique de dialogue sur un groupe de pression (l'Union calédonienne) et plus particulièrement sur la personne de Jean-Marie Tjibaou. Cela coûta la vie de ce dernier.

La volonté hégémonique de l'Union calédonienne

Le FLNKS était déjà bien malade, suite aux accords de Matignon et de la volonté hégémonique de l'UC. En renforçant cette volonté, il est évident que l'unité du Front n'avait plus beaucoup de jours devant elle. Déjà, l'USTKE avait créé une commission (début avril 1989) pour réfléchir sur un éventuel départ du Front et sur une alternative politique (voir interview du président de l'USTKE publiée dans *Courant alternatif* n° 87). Le FULK avait dénoncé les accords Matignon ; il avait fait campagne pour le non aux accords lors du referendum du 6 novembre 1988.

La mise au pas

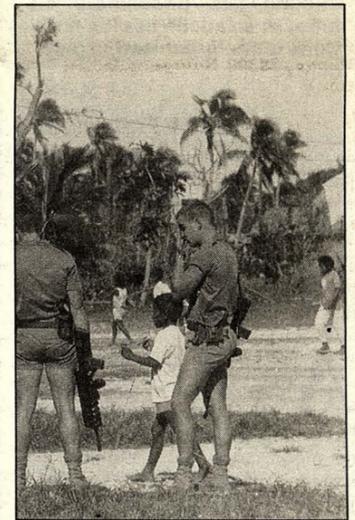
Les municipales n'ont rien arrangé. Sur 32 communes, il n'y a

eu que huit listes unitaires, cinq dites d'ouverture avec des progressistes et 18 séparées. Résultat, le FLNKS perd trois communes où il était majoritaire : Poum, Ouéga, îles des Pins. Il y a eu élection de maires RPCR ou même Front national. A Toué, le maire RPCR est élu grâce à l'UC. A Ponerihouen, une alliance RPCR-FN-UC au niveau des conseillers municipaux est faite pour éviter qu'un maire FLNKS ne soit élu. Depuis, le maire a démissionné, mais l'administration du territoire refuse de l'enregistrer. Trois mairies ont été enlevées par l'UC grâce au RPCR à Ouvéa. Dans cette île, l'élection s'est faite au détriment de la liste conduite par le FULK grâce, entre autres, aux voix des Kanaks RPCR qui ont donné la grotte des otages à l'armée. Le FULK réalise de bons scores aux îles Loyauté et aussi, par exemple, à Voh (11,6%) et à Kaalagoren (23%).

Trente pour cent de la population kanake s'est abstenu, lors de ces élections, au premier tour ; ce qui manifeste soit un désintérêt de la politique locale, soit un désaccord avec la politique menée par le Front ou, plus généralement, vis-à-vis de la concrétisation sur le terrain des accords.

Globalement, l'ensemble des groupes de pression, sauf bien évidemment le FULK, ne remettent pas en cause les accords Matignon. Ce qu'ils critiquent, c'est leur mise en application sur le terrain et l'hégémonie de l'UC. L'USTKE

(Lire la suite page 4).



Editorial

C'EST toujours la même logique : l'horreur d'une dictature vieillissante et aux abois. Nous pensions, comme beaucoup d'étudiants chinois et ouvriers, que là-bas, à Pékin, il en serait peut-être autrement. Hélas !, ce printemps n'aura duré que quelques semaines, du 17 avril au 3 juin. Dans la nuit, l'armée est intervenue. Cette fois-ci bien décidée à en finir : des centaines de victimes, morts, écrasés, aveuglément abattus par des pistolets-mitrailleurs, des roquettes, des grenades, des canons... Images de terreur et de dégoût tant de fois déjà vues et revues.

Et toujours les mêmes protagonistes : l'Etat et l'armée. Les noms peuvent changer, ici Deng Xiaoping ou Li Leng, chef suprême ou Premier ministre, ailleurs Jaruzelski ou Khomeiny. Cela importe peu ! Le fonctionnement est le même, la répression identique. Aux cris de « Vive la liberté », la réponse ne tarde jamais : l'armée. Elle est l'ultime rempart des autoritaires pour le maintien de leurs privilèges, qu'ils soient « démocrates » ou dictateurs. L'armée est ce lieu commun qui a tué, tue et tuera encore, tant que ces logiques de pouvoir dirigeront le monde.

Le régime communiste vient tristement confirmer les slogans des ouvriers chinois : « Li Leng fasciste ». Sauront-ils, avec les étudiants, continuer leur lutte pour leur liberté après une telle répression ? Il faut le souhaiter. Il y va d'ailleurs de notre responsabilité, de notre solidarité.

En Iran, Khomeiny vient de mourir. L'ineffable fondateur de la « République islamique » est mort, mais pas la dictature. Là aussi, il y a encore un Etat, un pouvoir, une armée !

Communiqué

Après Santiago, après Varsovie, après Ouvéa, c'est au tour de Pékin de baigner dans le sang et de subir la répression aveugle.

L'Etat chinois vient, une fois encore, après le Tibet, nous montrer qu'il n'admettait pas de contestation radicale. C'est donc l'armée qui va faire office de bourreau. Elle montre ainsi, s'il en était besoin, sa véritable vocation et son véritable visage. Les dirigeants du Parti communiste chinois préfèrent patauger dans le sang, plutôt que de supporter la contestation de la jeunesse. L'Etat n'est garant que d'une seule paix : celle des cimetières.

La Fédération anarchiste réaffirme que le militarisme sous toutes ses formes n'est que la trique de l'Etat. Bourgeoise ou populaire, l'armée n'a qu'une fonction, qu'un credo : tuer...

La Fédération anarchiste considère que la liberté des peuples est indissociable de la suppression de l'armée.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Communiqué

La campagne électorale sur les élections européennes, surchargée de démagogie, est actuellement l'enjeu d'un débat national sur la conscription. Du refus de la remise en cause d'une armée populaire de conscrits pour la gauche à la tentation d'abolir la conscription pour la droite, la Fédération anarchiste, tout en dénonçant fermement et radicalement la conscription, affirme que c'est l'existence même de l'armée qu'il faut remettre en cause. Cet enjeu nous donne, une fois de plus, l'occasion de réaffirmer notre refus de participer aux élections européennes. La Fédération anarchiste continuera à soutenir tous les réfractaires emprisonnés et à encourager l'objection de conscience en réaffirmant sa participation active au mouvement antimilitariste, dans l'optique d'une lutte contre l'Etat et contre le capitalisme.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rectificatif

C'est par erreur que dans le « Monde libertaire » n° 753 consacré aux travaux du 46^e congrès de la Fédération anarchiste et à ses positions sur la prison, a été publiée la phrase suivante : « C'est ainsi que nous avons retenu les points les plus importants présentés par la Coordination nationale des prisonniers » (article intitulé « La FA et la prison », page 6).

La Fédération anarchiste s'est engagée à soutenir par tous les moyens les revendications des prisonniers en lutte, et en aucun cas les positions d'une organisation particulière.

La comité de rédaction

Les travailleurs sociaux

A nouveau, jeudi 8 juin, les travailleurs sociaux seront dans la rue à l'appel du Collectif national de rassemblement et de mobilisation des personnels du secteur social (1). Cette nouvelle journée d'action fait suite à la dernière manifestation nationale du 21 août à Paris, qui avait rassemblé 15 000 salariés du secteur. Une délégation avait alors été reçue au ministère, mais ce dernier avait rejeté toutes les revendications salariales (2 000 F pour tous) et la demande d'une convention collective unique pour tous les personnels sociaux (il en existe plus d'une vingtaine). Educateurs, assistants sociales, auxiliaires de puériculture, aides ménagères se rassembleront cette fois devant les directions départementales de l'Aide sanitaire et sociale (DDASS). Actions décentralisées qui auront pour but de déposer les cahiers de doléances au niveau local et départemental. La veille, mercredi 7, devait être un temps fort pour les personnels des crèches municipales de Paris qui, à l'appel de la CFDT, réclamaient un meilleur salaire et une amélioration des conditions de travail.

Des états-général du Social sont également à prévoir en septembre, ainsi que d'autres actions à la rentrée prochaine.

A. B.

(1) Collectif regroupant syndiqués CGT-CFDT-CRC et non-syndiqués (tél. : 69.41.13.74).

MÉTÉOROLOGIE

Des orages en juin

Si le mois de février avait été marqué par la grève « dure » des météos en lutte pour de nouveaux statuts et des effectifs supplémentaires, le mois de juin s'annonce sur fond d'orages...

Les météos (cf. *Monde libertaire* des 15 et 22 février) avaient suspendu le mouvement de grève des secteurs clefs après avoir obtenu des mesures immédiates, notamment la sortie du gel des effectifs de la Fonction publique.

Mais aujourd'hui, certaines mesures se retournent contre eux. Ainsi, ils sont mis devant un choix (individuel, mais à responsabilité collective) : accepter du fric (40 F) contre des heures de repos compensateur. Le but du ministère des Transports et de la direction de la Météorologie est simple : supprimer 40 à 70 emplois. Bon nombre de centres travaillant 24 h sur 24 h, pour tenir un poste, il faut environ sept agents ; en payant les heures de repos, il n'en faut plus que cinq.

Quant aux projets de nouveaux statuts qui devaient s'inspirer des conclusions intersyndicales, après de longs arbitrages interministériels, fin mai, ils se sont transformés en peau de chagrin. Le recrutement des techniciens se ferait avec un diplôme Bac +2, merci pour les exclus du système scolaire : il fallait auparavant le niveau Bac, et cela sans révision indiciaire du début de carrière. Un quatrième grade pour les ingénieurs est créé : les projets intersyndicaux en proposaient deux et se rapprochaient de la carrière linéaire. De plus, un service minimum est imposé en cas de grève à tous les météos travaillant

sur les aéroports, à la prévision, à l'observation, aux transmissions et aux centres de calcul. Bref, un service minimum qui fait le maximum !

Ce projet creux et aux contreparties extravagantes a provoqué l'indignation des météos, malgré quelques saupoudrages indiciaires et les augmentations des pourcentages pour passer dans les corps. A noter que la tranche d'âge la plus syndiquée et la plus combattive a été la mieux « arrosée » (environ 400 F de plus), hasard ?

Quant aux syndicats, comme prévu (cf. *Monde libertaire* du 22 février) — mais oui de bonne prévisions météorologiques, ça existe —, l'intersyndicale a du mal à démarrer. Et ce sont trois préavis de grève différents qui ont été déposés pour les mêmes dates (ouf), du 7 au 13 juin. Dès lors, la mobilisation des météos risque bien d'être inférieure à celle de février, alors que le beau temps général en juin fait de la météo un luxe, et donc amoindrit l'impact de la grève, heureusement il reste les orages.

Quelle sera la détermination réelle des personnels qui espèrent au moins 40 points d'indice ? Et bien, vous le saurez en regardant votre bulletin météo (1) télévisé et sponsorisé par un groupe d'assurance.

A. CYCLONE

(1) Bulletin présenté par un journaliste à partir de données fournies par la météo (sauf pour Canal + et la Cinq), le fric du sponsor allant en totalité à la chaîne de télévision.

PRESSE

Noir ou couleur ?

C'EST bientôt la kermesse européenne, mais tout est-il vraiment en place ? A part la distribution quotidienne dans les kiosques de *Présent* (1), tout semble au point mort dans les médias pour l'Europe à venir.

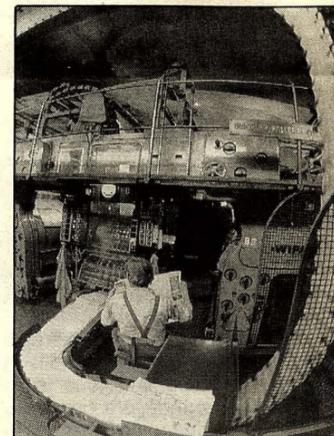
Maxwell lui-même, dont déclarations et agissements fracassants avaient émaillé le début de l'année, semble mettre la pédale douce. Il semble bien sûr exclu qu'il transforme son terrain de Tremblay-les-Gonnesse, où il voulait faire construire une imprimerie, en parc d'attractions, mais le concurrent d'Hersant paraît être en attente.

Le papivore, pour sa part, s'est refait une jeunesse, il y a quelques temps, en raflant des actions dans la presse espagnole, mais c'était peut-être uniquement pour oublier la situation dans l'Hexagone. En effet, le projet du quotidien populaire en couleurs *Paris Star* est définitivement abandonné. Il avait pourtant dit sur tous les tons que c'était un projet « personnel » de Robert Hersant, il faut donc croire que les jeunes forces montantes dans son groupe ne soutiennent pas le projet... comme il faudrait.

Pourtant, face au *Monde* (entendez Hachette), l'avantage semblerait dans un premier temps être à la future imprimerie, à Roissy, du *Figaro* qui raflera le plus de publicité avec de la quadrichromie à la une ? Cela n'a jusqu'ici pas tellement réussi à *France-Soir*, ou plutôt à ses ventes, la couleur dans les quotidiens français, du moins dans la région parisienne, ce n'est pas encore la panacée (2).

Y'a gros à ramasser dans l'Europe de l'an 2000 au niveau des médias, mais tous les prétendants à

l'assiette au beurre sont encore incertains de l'endroit où investir le plus... Quotidiens avec imprimeries super-modernes, banques de données internationales, télévision ou agences de publicité ? Base nationale ou multinationale ? Avec ou sans alliés ? Robert Hersant a bien essayé les plâtres, mais le mode d'emploi aux profits européens n'est toujours pas trouvé.



Qui a remarqué, il y a peu, que les employés et les cadres administratifs du *Monde* étaient en grève ? Rien chez les confrères, rien dans le quotidien des Italiens, à part quelques lignes en dernière page. A l'origine du conflit, un rattrapage sur un blocage des salaires consenti en 1985. Depuis, le quotidien a fait beaucoup de bénéfices... mais voulait en reverser sous forme de « prime personnalisée », au mérite quoi. Plus d'augmentation égale pour tous, tel est le désir de la direction ! Dans les nouveaux sites d'Ivry et de la rue Falguière, il faudra être ferme sur les revendications unitaires, et éviter qu'employés et ouvriers du Livre ne se marchent sur les pieds.

Sitting Bull

(1) Le lecteur non informé et curieux pourra, en feuilletant ce journal, savoir tout sur l'agenda et les activités de Jean-Marie Le Pen. Ainsi que sur les progrès de l'anticommunisme dans le monde.

(2) Le Monde a-t-il vraiment besoin de couleurs ? Pas vraiment, à part les suppléments, mais le groupe Hachette oui !

en bref...en bref...

• FÊTE.

La fête annuelle de la CNT espagnole en exil se tiendra le 11 juin prochain au Centre confédéral de la rue des Vignoles à partir de 9 heures.

• CNT-CAEN.

Nous vous signalons la nouvelle adresse de la section CNT de Caen : UL-CNT, BP 2010, 14019 Caen cedex.

• PRISONS.

A Bordeaux, l'émission « Prisons » organise une rencontre-débat sur le thème de la participation du CAIC de Paris, le 9 juin 1989 à 20 h 30 à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

ECOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

J.-C.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Et l'indépendance ?

(Suite de la page 3).

parle de politique clientéliste de l'UC. Cette dernière ne consulte plus les autres groupes de pression qui sont toujours mis devant le fait accompli.

Et l'indépendance ?

En fait, la direction de l'UC ne croit plus à la possibilité de l'indépendance, du moins dans l'immédiat. C'est pour cette raison qu'elle essaie d'aménager des espaces dans un cadre néo-colonial avec la constitution d'une bourgeoisie. Le Palika a une attitude bien singulière : il reste très critique vis-à-vis de l'UC ; mais, pour préserver l'unité du Front, en dernière instance il avale toutes les couleuvres et s'aligne sur ce groupe de pression. Le voyage de Rocard aux obsèques de Jean-Marie Tjibaou et Ywéné Ywéné n'avait d'autre fonction que d'assurer la relève au sein de l'UC et, donc, de faire en sorte que sa politique ne soit pas remise en cause.

L'avenir en Kanaky est bien incertain. Depuis plusieurs semaines, les critiques s'y font de plus en plus vives. Pour beaucoup, les accords Matignon signifient l'exclusion : par exemple, pour beaucoup de jeunes les perspectives sont soit d'être chômeur ou TUC, etc. Il y a eu, ces dernières semaines, à Nouméa des jeunes qui ont saccagé le centre-ville et même attaqué la maison du maire.

De plus, le groupe des femmes et les comités d'occupation des terres, qui étaient des groupes de pression à part entière au sein du Front, ne font plus parler d'eux.



Plus généralement, l'on sait que des tentatives de recomposition se préparaient avant l'attentat, et ce pour lutter contre les tendances néo-coloniales. Est-ce que ce processus est arrêté maintenant, ou au contraire poursuit-il son évolution et comment ? De nouveaux espaces politiques vont-ils s'ouvrir ?

Le FULK a déclaré qu'il ferait tout pour que les accords Matignon ne puissent être appliqués et que les élections provinciales prévues le 11 juin seraient perturbées. A l'heure où cet article est écrit, l'on ne peut présager de l'avenir.

PRISONNIERS POLITIQUES GUADELOUPEENS Vers l'amnistie ?

Le Pen à Nantes

Le Pen est-il encore un sujet porteur ? Peut-on miser sur lui pour relancer une dynamique ? A dire vrai, la capacité des organisations et associations nantaises à se mobiliser contre « l'horrible » à l'air particulièrement émoussée. Finis les cortèges de 4 000 personnes unies dans la dénonciation du fascisme... A Nantes, le lundi 29 mai, nous



n'avons pas eu de mal à nous faire tout petit : nous n'étions que 300 à peine, répartis sous une petite dizaine de banderoles (GASPROM, SCALP, FA, LCR, AJC, etc.). Consternant quand on sait que cette manifestation avait été appelée par le collectif SEL (Solidarité-Egalité-Liberté) qui regroupe une trentaine d'organisations sur Nantes. Il est vrai que le Parti socialiste et la Ligue des droits de l'homme (par exemple) ont particulièrement brillé par leur absence...

PATSY (Gr. de Nantes)

Attentat contre le CIDES

Le CIDES, local regroupant de nombreuses associations de solidarité avec le tiers monde, ainsi que des groupes antiracistes ou anticolonialistes, a été la cible d'un attentat à la bombe incendiaire perpétré dans la nuit du 26 au 27 mai dernier ; les dégâts n'ont été, heureusement, que matériels.

Coincidence troublante, le 26 mai au soir, Jean-Marie Le Pen donnait un meeting à Toulouse ! Ce n'est pas la première fois que le CIDES est victime de tels agissements. Le groupe Albert-Camus de Toulouse appelle à la vigilance et à la mobilisation de tous face à ces pratiques rappelant trop les nuits de cristal et autres pogroms nazis.

Gr. Albert-Camus de Toulouse

Procès de Pierre Serre

Pierre Serre a été déferé pour la quatrième fois devant les tribunaux pour délit d'insoumission en temps de paix (cf. *Monde libertaire* n° 753). Le juge, après avoir fait remarquer qu'un volumineux courrier de soutien avait été joint au dossier, a demandé à Pierre de motiver son refus de se soumettre au service national, ce qui fut fait rapidement. L'avocat de Pierre, maître Thébaud, plaida brillamment, comme à son habitude, et insista sur la nullité de l'ordre de route délivré à Pierre Serre pour demander sa relaxe. Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 29 juin. Affaire à suivre...

Gr. Albert-Camus de Toulouse

Le procès des prisonniers politiques guadeloupéens qui aurait dû s'ouvrir le 22 mai dernier, reporté en août, n'aura certainement pas lieu. En effet, un projet de loi d'amnistie sera présenté fin juin à l'Assemblée nationale. Mais pourquoi le gouvernement fait-il ainsi preuve de clémence ?

Eviter l'étincelle

Le 16 mai, une proposition de loi d'amnistie était déposée à l'Assemblée par le Parti socialiste pour qui celle-ci « semblait d'autant plus acceptable qu'il n'était pas reproché aux prisonniers politiques concernés d'avoir du sang sur les mains ». A droite également quelques voix se sont élevées en faveur d'une telle décision, notamment F. Léotard et le RPR guadeloupéen. Cette initiative s'expliquerait-elle par la volonté d'apaiser les esprits alors que les motifs de mécontentement ne manquent pas aux Antilles.

Un certain malaise se dessine à l'approche de l'Acte unique européen. A l'occasion des prochaines élections, le Parti communiste guadeloupéen a décidé d'appeler à l'abstention le 18 juin « pour manifester son opposition à l'intégration forcée » ; le Parti progressiste martiniquais a envisagé successivement de voter blanc, de s'abstenir et même de présenter une liste propre aux DOM-TOM. Ces partis nous avaient habitués à plus de modération. « La revendication d'identité est forte dans les Caraïbes. Elle se manifeste aujourd'hui pas l'hostilité assez répandue à l'égard de l'intégration européenne », avoue le ministre Louis Le Pen. Il est donc probable que l'agitation prenne de l'ampleur à l'approche de 1993.

La perspective du procès à Paris a relancé la mobilisation sur l'île. Le 1^{er} mai, à l'appel des principales organisations, 3 000 personnes défilèrent en faveur de revendications sociales, de la libération des prisonniers politiques et contre l'Acte unique européen. Les organisations envisageaient également l'éventualité d'une grève générale. Face à cette situation comportant certains risques de dérapage, seule une mesure de clémence était capable de désamorcer une crise possible.

Une brève épopée

C'est en mars 1980 que le Groupe de libération armée (GLA) passa pour la première fois aux actes. Durant son éphémère existence, il s'attaqua entre autres au palais de justice, au conseil général de Basse-Terre, à des gendarmeries, des domiciles de métropolitains, etc. Selon lui, sa stratégie répondait tout à fait aux besoins du moment. « L'alliance armée du prolétariat, de la paysannerie et de la "classe moyenne urbaine" est la clef de la victoire », clamait leur manifeste. Le GLA préconisait « la guérilla urbaine, la guérilla rurale et la guerre psychologique », prélude à la création d'une « armée de libération ». Néanmoins, en avril 1981, l'arrestation de cinq militants interrompit la vague d'attentats. Ironie du sort, quelque temps auparavant, le communiqué du GLA proclamait : « En 1980, notre organisation a montré que seule la violence révolutionnaire pouvait s'opposer victorieusement à la violence contre-révolutionnaire du colonialisme français »...

En mai 1983, apparut à son tour l'Alliance révolutionnaire des Caraïbes (l'ARC) dans la lignée du

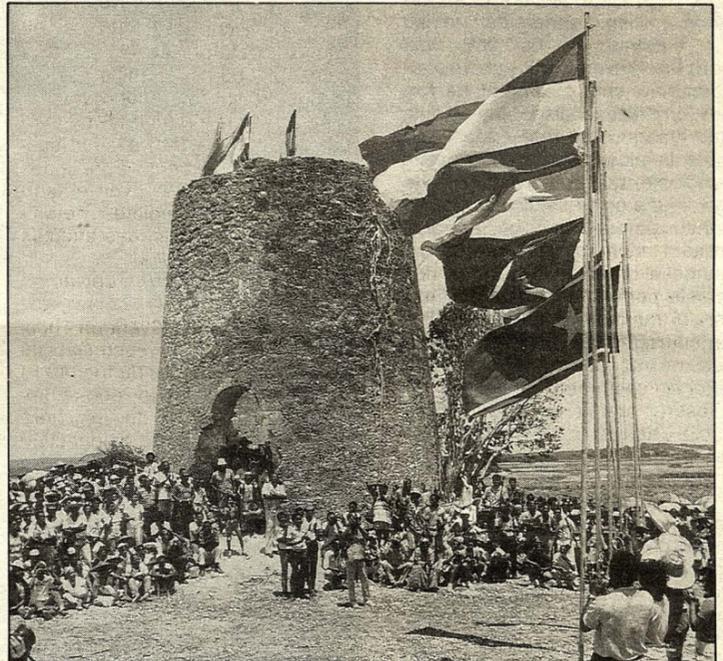
précédent groupe. Désirant ouvrir un triple front, elle signa une soixantaine d'attentats en Guadeloupe, Martinique et Guyane. Le mois de juillet 1987 fut marqué par la création du Conseil national de la résistance guadeloupéenne (CNRG) et par l'arrestation de ses instigateurs. Interceptés par la police française sur l'île de Saint-Vincent, ils furent inculpés de « troubles graves de l'ordre public par l'intimidation et la terreur » et transférés à Paris.

Avant-garde : l'impasse

En prônant une stratégie spécifiquement militaire et avant-gardiste, réduisant la lutte au niveau de l'affrontement armé, le GLA et l'ARC négligèrent le facteur principal de changement : les masses. Ils analysèrent d'une façon erronée la situation sociale et politique de la Guadeloupe et allèrent jusqu'à envisager la création d'une armée de libération. D'autre part, la pratique de l'attentat-symbole mena fatalement aux bavures : l'explosion, en décembre 1980, à l'aéroport de Pointe-à-Pitre (un blessé), puis celui de novembre 1983, à la préfecture de Basse-Terre (23 blessés), nous montrent les risques d'une telle entreprise. On peut affirmer sans risque aujourd'hui que ces deux groupes étaient coupés de la population, peut-être celle-ci exprimait-elle quelques sympathies pour ceux qui osaient défier la métropole, mais cela n'alla guère plus loin. Les partisans de la lutte armée demeurèrent une infime minorité, comme l'atteste la fin des attentats suite à l'arrestation du noyau dur (2).

Récemment, les principaux accusés, L. Reinette, H. Amedién, H. Bernard, H. Marboeuf et H. Peratout, ont annoncé, au nom du CNRG, l'abandon de la lutte armée et entendent « s'impliquer résolument dans la lutte politique : une lutte ouverte et dynamique qui privilégiera, dans le respect de nos différences, la coopération avec les autres formations autour d'un programme politique, économique et social capable de rassembler notre peuple sur le chemin de l'émancipation ».

L'amnistie probable est une chose positive, mais ne nous fai-



sont guère d'illusion. Cet acte n'est nullement l'amorce d'un assouplissement de la politique française vis-à-vis des DOM-TOM. En Guadeloupe, le 18 avril, sept militants de l'UPLG furent interpellés dans le cadre de l'enquête sur les attentats de janvier 1988. Il a fallu plusieurs jours de mobilisation et d'incidents à Saint-Louis avant d'obtenir leur libération. L'amnistie en question ne sera pas étendue aux Kanaks accusés de « crime de sang », comme il fut question un moment.

Cette décision répond à une volonté d'apaisement de la part du pouvoir. En cette année du bicentenaire, le gouvernement préfère libérer quelques prisonniers d'opinion pour sauvegarder son image de marque alors que les Kanaks, les Basques et autres croupissent encore dans les prisons (3).

Seule la mobilisation du peuple guadeloupéen peut établir un rapport de force conséquent en faveur de l'indépendance. Seule une solidarité effective avec les mouvements similaires en Guyane et Martinique peut porter un coup fatal au colonialisme. Et pour cela, une dénonciation du rôle de la France dans le monde est ici indispensable.

Vivant sous perfusion de transfert de capitaux, la Guadeloupe sombre dans le mirage de la société de consommation. Envisager son indépendance ne peut se faire sans remettre en cause un tel système, au risque de tomber dans le piège du néo-colonialisme. Mais les Guadeloupéens sont-ils prêts à remettre en cause leur mode de vie actuel ?

Jean-Claude PASCAL

(1) Les 12 et 13 février derniers, le Conseil européen débloqua 66,5 milliards de francs en faveur des régions défavorisées d'Europe. Concernant la France, les DOM et la Corse en seront les bénéficiaires.

(2) Le 25 janvier 1988, cinq explosions furent revendiquées par une organisation jusque-là inconnue. Bien que leur communiqué concluait : « Nous, combattants de l'ORA, avons décidé de prendre nos responsabilités. Nous attaquerons l'occupant étranger partout où il se trouve (...) la lutte pour la conquête pour l'indépendance nationale exige courage et sacrifice ». On n'en entendit plus parler ensuite...

(3) Comme le montre la condamnation, le 28 mars 1988, de cinq militants basques pour différents attentats revendiqués par Iparretarrak.

NANTES

Carnaval pour l'égalité

EN décembre 1988, le GASPROM (1) et le Groupe de Nantes de la Fédération anarchiste avaient occupé la place du Commerce de Nantes, avec l'aide d'un jeu de l'oie géant traitant de la situation de l'immigré face à la loi Pasqua. Il nous avait semblé important d'aborder, par le biais d'un jeu, un problème d'une telle gravité ; car, bien souvent la population (et les médias) n'ont qu'une idée simpliste de ces lois : ils pensent que Pasqua a refermé les frontières et que Joxe compte les rouvrir. Quant on connaît la réelle portée des dispositions de l'avant-projet Joxe, on ne peut qu'en rire... jaune.

Conscients que le mouvement antiraciste et d'aide à l'immigration est à la croisée des chemins, le GASPROM et la FA (aidés des Verts et du GSPAN) ont décidé de reconduire cette initiative en lui donnant une plus grande envergure. Autour d'un jeu de l'oie, Tapage Nocturne et Gil dessineront fresques et dessins antifascistes et antiracistes ; des défilés costumés et remuants con-

vergeront vers le lieu central de la manifestation ; Kergoist, clown à l'humeur acide, et des percussionnistes africains termineront la fête dans le rire et la musique.

Alors, Nantais, tous au rendez-vous : place Zola, de 15 h à 18 h, le samedi 10 juin. Pour montrer clai-

rement que nous n'accepterons jamais que les immigrés fassent les frais de l'Europe de demain.

PATSY (Gr. de Nantes)

(1) Groupe accueil service promotion du travailleur immigré.



43^e CONGRÈS DE LA CGT

Un non-événement, laissait-on entendre...

AFFAIBLIE la CGT ? Oui. Un million d'adhérents ; un peu moins de 600 000 voix représentées au congrès. Cinquante-cinq pour cent de forces organisées disparues depuis une dizaine d'années... Mais toujours la plus importante centrale syndicale, qui comprend plus de syndiqués et de sections que ses concurrentes, avec un appareil militant incomparablement fonctionnel et organisé. Des luttes, des succès parfois, une influence électorale maintenue et quelquefois en hausse substantielle, comme récemment à la RATP ; une volonté clairement exprimée de s'insérer dans le mouvement social actuel à la combativité retrouvée, ou pour le moins, de n'en être pas absente.

Une organisation qui a subi des revers certes, mais qui ne se disperse pas. Qui, au contraire, resserre les rangs. La direction confédérale a voulu construire son congrès comme une revue de détail, avant la longue marche de l'Europe.

Quelle Europe ?

L'heure est à la lutte, martèlent les délégués, à la lutte contre la déréglementation, la stagnation ou la régression des salaires, la flexibilité que veulent nous imposer aujourd'hui le gouvernement et le patronat français, et demain la Communauté européenne. On exorcise cette menace de l'Europe ; on vocifère contre les technocrates de Bruxelles ; on fustige les reculs qu'ils veulent imposer aux conditions de vie des travailleurs. C'est évidemment l'occasion de dénoncer violemment l'allié socialiste d'hier.

« Malgré l'âpreté du combat, tout est ouvert ! », affirme Henri Krasucki. On souligne, parce que la raison l'impose, qu'on n'est pas contre toute Europe : on veut une autre Europe, du Travail et de la Paix. C'est la passion pourtant qui fait parler les militants, la passion du refus — le refus du monde qui est en train de se construire si différent de celui auquel ils aspirent ; le refus d'être minorisés, sans force...

« Cette Europe, c'est celle du tric, où les multinationales régneraient en maîtres. C'est aussi celle où dominerait la RFA, tandis que les Etats-Unis et le Japon auront les moyens d'y faire prévaloir leur puissance industrielle et financière... ». Henri Krasucki n'oppose plus à cette Europe-là la solution social-française, celle du programme commun, celle de la prétendue résolution nationale de la crise, qui a sous-tendu si longtemps le raisonnement du mouvement communiste orthodoxe.

On dicte presque, en contrepoint des déclarations péremptives des orateurs, que la direction confédérale et les militants « les plus responsables » ont intégré dans leur analyse que l'Acte unique de 1993 allait réellement s'appliquer... Que répondre qui ait un minimum de crédibilité ? La CGT sera très seule dans cette Europe communautaire. Ce qui importe vraiment, affirme-t-elle, c'est la lutte de chacun dans son propre pays. Affirmation qui ne peut s'expliquer, sinon se justifier, dans la bouche d'un syndicaliste, que par l'impuissance d'organiser des revendications et des mouvements transnationaux : la CGT n'est toujours pas admise au sein de la Communauté européenne des syndicats ; sans tous ensemble, en Europe, quelle force pour les futures conventions collectives et autres réductions du temps de travail ?



« La CES, remarque Henri Krasucki, fait un constat qui n'est pas différent du nôtre. Ce qui marque, c'est l'action... ». Il n'a pas tout à fait tort. Un mouvement syndical européen indépendant et unitaire aurait peut-être les moyens de préparer syndicats et travailleurs à résister le mieux possible aux coups de boutoirs qui vont résulter de l'intégration européenne. Ce mouvement n'existe pas. Sans doute se construira-t-il, mais en réaction aux avancées du libéralisme économique. Depuis combien d'années les organisations syndicales ne sont-elles plus à l'initiative ?

Lutter... et bien voter

Il s'agit donc de lutter tous azimuts, lutte pour laquelle la CGT offre ses services. Pour combattre résolument « la méthode Rocard » qui a remis au goût du jour de vieilles méthodes patronales : user le mouvement revendicatif tout en se répandant en paroles léniifiantes.

La CGT est prête, d'ailleurs, à lutter dans les actuelles conditions, si nécessaire avec les coordinations : « S'il s'agit d'une réalité voulue par les travailleurs, reconnue par eux — et dès lors que c'est bien démocratique — les militants de la CGT y participent... Ce que vise la conduite démocratique des luttes, c'est, si je puis dire, l'autogestion du mouvement. ». Henri Krasucki se souvenait sans doute de l'autogestion des luttes et des comités de grève des années 70.

Tout au long du congrès se tissa ainsi le drapeau d'un syndicalisme de lutte, contre l'austérité, la précarisation, et porteur de revendications de niveau élevé, le SMIC à 6 500 F par exemple. Mais est-ce bien suffisant ? Non, répéta la quasi-totalité du congrès — 99,30% de votes positifs sur le rapport d'activité — il faut prolonger sa lutte en bien votant. Jamais, en tout cas depuis 20 ans, les militants du PCF, et les inévitables compagnons de route de

bonne foi, n'ont autant insisté dans un congrès confédéral pour que la CGT et ses syndicats fassent voter pour les candidats communistes.

Presque tous les intervenants appuyèrent à qui mieux mieux cette exigence de la période. En période électorale, les discours enflammés de mobilisation et de lutte ont pour objectif réel de renforcer tel ou tel groupe parlementaire. On atteignit au cours du récent congrès une sorte de paroxysme, dérisoire en regard des possibilités réellement offertes.

Les syndicalistes et les salariés qui ne veulent pas que leur statut social s'amenuise doivent voter pour Philippe Herzog, résumerons-nous. On n'osa tout de même pas dire que voter pour le dirigeant communiste arrêterait la construction européenne, et nous maintiendrait dans notre douillet nid hexagonal...

Laurent Fabius, à quelques kilomètres de Montreuil, le 20 mai, tenait un discours parallèle à la confédération des socialistes européens, en présence du secrétaire de la Confédération européenne des syndicats : « Si on veut une Europe de progrès social, ce sont les socialistes et les sociaux-démocrates qui sont les plus capables de la construire... »

Professions de foi symétriques et affrontées... et tout aussi illusoirs : gérants du système capitaliste, les groupes parlementaires de l'Europe devront adapter leurs décisions aux impératifs du marché, de la concurrence.

Socialistes et communistes, en utilisant leurs postes de direction dans le mouvement syndical pour appeler à soutenir leurs partis, vont tous deux à l'encontre du but proclamé, maintenir et améliorer les conditions de vie des travailleurs. Ces propagandes contradictoires transforment le syndicat en champ clos de polémiques partisans qui empêchent les mobilisations et éloignent les travailleurs. Le rôle du mouvement syndical — et des syndicalistes — n'est

pas d'aiguiser les divisions partisans, il est au contraire d'entraîner le plus grand nombre possible de salariés sur des objectifs matériels précis et concrets : salaire, conditions de travail, convention collective, logement, formation, protection sociale — le seul garant de l'obtention de ces améliorations est le degré d'organisation, de détermination et de force atteint par le mouvement social ; les affrontements électoralistes entre les divers partis politiques affaiblissent le mouvement en le divisant... « Sommes-nous en congrès pour appeler à voter pour une liste le 18 juin, ou pour élaborer des revendications de lutte pour 3 ans ? », interrogea un délégué.

Au sein de la CGT, ces prises de position ne peuvent qu'accentuer la tendance à restreindre l'organisation syndicale à être le syndicat des adhérents et des sympathisants du PCF, à quelques exceptions près. Le représentant de la Chambre syndicale typographique parisienne a été quelque peu sifflé lorsqu'il affirma que toutes les sensibilités politiques ouvrières se retrouvaient dans le syndicat des typographes parisiens et qu'il fallait se donner les moyens de conserver ce pluralisme : « Aucun militant, fût-il membre de la commission exécutive de la CGT ou du comité confédéral national, ne peut, dans l'exercice de son mandat syndical, se permettre d'appeler à voter pour tel candidat... »

Vers un changement de nature ?

Dans le document d'orientation est incluse une déclaration conjointe du PCF et de la CGT, en date du 14 septembre 1988, dont voici les extraits significatifs :

« Partant de son propre programme, des orientations votées par ses congrès, la CGT se réjouit des convergences qui existent entre elle et le PCF sur des questions essentielles aux plans social, économique, en matière de droit des salariés et des syndicats, en ce qui concerne la paix et l'indépendance nationale... Les deux

délégations ont souligné les relations tissées entre la CGT et le PCF au cours de l'histoire des luttes dans notre pays pour la justice sociale, la liberté, la paix, l'indépendance de la France (...) [ces relations] sont fondées sur le contenu même de l'intervention de chacune des deux organisations qui agissent en permanence sur le même terrain de classe (...) »

Convergences, sur un même terrain de classe... Nous ne sommes plus très éloignés de la CGTU de 1929, qui reconnut dans son congrès « sa détermination de travailler sur tous les terrains en accord étroite avec le PCF, seul parti du prolétariat et de lutte des classes révolutionnaires qui, au travers de toutes les batailles de la période écoulée, a conquis sa place de seule avant-garde prolétarienne dirigeante du mouvement ouvrier ». La CGT unique, celle de 1936, et dont la direction, formée depuis 40 ans, avait conservé les principes d'indépendance et de pluralisme, est bien mise à mal.

Louis Viannet, rapporteur de la commission du document d'orientation, intervint longuement à ce propos en soulignant que cet ajout avait une grande importance et qu'il ne s'agissait pas d'une orientation de circonstance. Dont acte ! acte !

La raison nous oblige pourtant à nous poser une simple question : pourquoi en rajouter ? Une tendance du PCF veut-elle réaliser ce que Bothereau, premier secrétaire de Force ouvrière, appelait de ses vœux en 1949, réduire la CGT à son squelette communiste ?

Contradictions

Les contradictions sont nombreuses au sein de la Confédération générale du travail de 1989.

On tente de retrouver la fonction dite « tribunicienne » du syndicalisme, c'est-à-dire exprimer les revendications, les souhaits et les protestations du peuple — et en même temps on écarte tous ceux qui ne sont pas proches du PCF.

Au nom d'une Europe du travail, on entre à reculons dans l'Europe du réel, et les nostalgies du tricolore et de la III^e Internationale entravent tout rapprochement avec les autres centrales syndicales européennes.

On se réclame d'un style de syndicalisme de plus en plus contesté par ceux-là même qui vivent sous ses couleurs.

On condamne avec raison les régimes totalitaires et racistes du monde capitaliste, mais on oublie de prononcer le moindre mot d'autocritique sur l'approbation passée de l'aventure coloniale afghane et le soutien au coup d'Etat qui interdit Solidarnosc.

On se proclame indépendant des gouvernements, du patronat et des partis politiques, et on appelle explicitement à voter pour la liste communiste à la prochaine élection européenne.

Un dernier paradoxe enfin — si on se souvient que la crainte de la CGT actuelle est de retourner aux « errements de l'anarcho-syndicalisme » : ces quelques centaines de milliers d'adhérents et d'activistes, sur presque 18 millions de salariés ; cette minorité agissante d'un nouveau genre ne veut pas se laisser décourager par ces contradictions et les problèmes difficiles posés à tous ceux qui veulent transformer la société ; elle veut les résoudre par l'action.

En cela, la vieille CGT, celle qui fut construite par nos anciens, n'est pas tout à fait morte !

ÉCOLES EXPÉRIMENTALES

Un projet d'école

QUI sont les personnes à l'origine du projet pour une école maternelle-primaire expérimentale ? Des instituteurs et institutrices exerçant dans des quartiers populaires (ZEP des XVIII^e et XIX^e arrondissements) qui refusent de vivre l'échec scolaire comme une fatalité et qui ne veulent plus continuer à s'épuiser dans le bricolage des PAE, coopératives, continuité pédagogique...

Qu'est-ce qui les réunit ? La volonté de lutter contre l'échec scolaire à la lumière d'une analyse rigoureuse et scientifique de ses causes. Une conception de l'apprentissage qui prend en compte les enfants, ce qu'ils sont, ce qu'ils savent, ce qu'ils cherchent et qui donc vise à faire de tout enfant un acteur de l'école dont le fonctionnement, pour cette raison, devrait s'inspirer du mouvement coopératif. La conviction qu'il est difficile d'espérer développer l'autonomie des enfants si on n'est pas soi-même autonome. Ce qui implique d'être en liaison avec la recherche et d'être l'artisan de sa pratique professionnelle. Ce qui suppose une exigence de formation théorique et une volonté de travailler en équipe (au sein de l'école, au sein de la circonscription et au sein du quartier).



Une école expérimentale, pourquoi ? Les efforts engagés durant ces vingt dernières années n'ont rien changé, statistiquement, à l'échec scolaire. Pourtant, dans le même temps, de nombreuses recherches scientifiques ont largement progressé sur le développement du langage, sur les processus d'apprentissage, sur les rythmes biologiques...

Tout le problème consiste donc à mobiliser tous ces savoirs et à les mettre en œuvre dans le cadre d'un travail d'enseignement global, continu et cohérent.

L'école expérimentale a pour ambition de regrouper ces connaissances et de les mettre en pratique. Elle s'inscrit dans une dynamique de recherche qui produira inmanquablement des savoirs nouveaux. Ceux-ci devant être évalués en permanence, ce qui suppose la participation au projet des structures spécialisées de la recherche (INRP, universités, écoles normales...).

Tous les enfants ne viennent pas à l'école avec le même bagage. Et c'est avec ce bagage-là qu'ils devront construire leurs démarches d'apprentissages et leurs connaissances. En tenir compte, c'est assurément se donner les moyens de transformer la distance enfant-école-famille.

Quels sont les axes principaux du projet ?

1. Adapter le fonctionnement de l'école aux rythmes des enfants. Les activités scolaires (celles qui, au sein de l'école et dans le cadre du programme pédagogique du maître, donnent lieu à un apprentissage) pourraient être rassemblées au sein de deux plages de temps de deux heures chacune. La plage de temps de 11 heures-11 h 30 à 14 h 30-15

heures pourrait être laissée à la libre disposition des enfants dans des lieux diversifiés.

Non seulement ces propositions impliquent de redéfinir une nouvelle articulation entre les activités scolaires et périscolaires, mais également de créer des lieux — au sein de l'école — qui permettront ces multiples activités (bibliothèques, centres documentaires, salles audiovisuelles, informatiques, activités de création, jeux...).

2. Réorganiser le cursus scolaire : création de cycles d'apprentissage. Faisant de la lutte contre l'échec scolaire des enfants des milieux populaires son axe principal, l'école expérimentale devra être organisée autour d'une redéfinition des apprentissages initiaux. Casser la coupure maternelle-primaire paraît indispensable tant sur le plan institutionnel (c'est-à-dire qu'il n'existerait qu'une seule école regroupant les enfants d'âge primaire et maternel) que sur le plan pédagogique (permettant la continuité des apprentissages).

Vouloir s'attaquer aux difficultés scolaires précoces (comme l'apprentissage de la lecture au CP) exige de faire disparaître les coupures habituelles GS-CP et CP-CE1.

L'unité ne serait plus la classe traditionnelle, mais un groupe d'enfants de niveaux différents (cycle 1 : 2 à 5 ans ; cycle 2 : 5 à 8 ans ; cycle 3 : 8 à 11 ans). Cela permettrait de mettre en place une pédagogie différenciée tenant compte de la maturité et des progrès de chaque enfant. A l'intérieur d'un cycle, chaque enfant aura un maître de référence qui le suivra et évaluera avec lui sa progression suivant les objectifs spécifiques du cycle.

3. L'enfant doit pouvoir prendre en charge son savoir. Cela nécessite d'intégrer aux apprentissages une démarche réflexive qui permette aux enfants d'être conscients du pourquoi et du comment de ce qu'ils apprennent.

4. Un travail d'équipe. Ce projet d'école expérimentale se veut autre chose que l'addition des énergies et des compétences d'instituteurs isolés. Il vise des objectifs qui nécessitent des moyens spécifiques pour la constitution d'une véritable équipe éducative :

- quatre maîtres pour un cycle (numériquement trois classes) ;
- avoir un regard sur sa propre pratique (intervention à plusieurs sur une action pédagogique, analyses des façons d'enseigner...)
- profiter des compétences de professionnels (GAPP, chercheurs...)
- un temps de synthèse et de concertation intégré à l'horaire de travail.

Où en est le projet ? Il doit être présenté à l'administration. Sa démarche est d'exposer dès le départ ses intentions en ouvrant à tous ceux (collègues, syndicats...) partageant ses ambitions. En souhaitant s'engager dans un processus d'évaluation de son travail et des progrès des enfants, il prend des engagements à la fois vis-à-vis des usagers de l'école et des autres enseignants.

En cela, ce projet d'école expérimentale est autre chose que le regroupement convivial d'instituteurs ayant des sensibilités pédagogiques communes.

Si vous souhaitez soutenir ce projet ou vous y investir, vous pouvez écrire à : CMEA Paris, 27, rue Laumière, 75019 Paris. Vous pouvez également rencontrer ceux et celles qui l'ont élaboré lors du Forum international pour une alternative éducative, qui aura lieu les 17 et 18 juin 1989 à la Bourse du travail de Saint-Denis (93).

J.-M. R.

ÉCOLE

Les écoles expérimentales

UN immense magma de profs de hasard, d'enseignants pour cause de crise de l'emploi, de ronds-de-cuir du gardiennage d'enfants lovés au soleil couchant des vacances, de caporaux nostalgiques de l'époque des hussards noirs de la République... un quarteron de syndicalistes révolutionnaires et de révolutionnaires syndicalistes, le regard planté dans les étoiles du grand soir et les pieds dans la bouillasse des légitimes revendications des travailleurs de l'éducation... trois brigades de pédagogos-pataugas claquemurés dans leur sacro-sainte classe... un commando de revenus-de-tout faisant flotter un drapeau gris sur quelques Fort Chabrol-clubs Méd expérimentaux... On a pu longtemps penser — logique de classe et logique institutionnelle obligent — que le petit monde de besogneux grommelleux, d'aigris ramollis, d'archaïques pathétiques et de turlupins perlimpinpin qui sévit à l'éducastration nationale resterait à jamais étranger à toute réflexion sérieuse sur l'école et à tout désir d'en changer fondamentalement l'être profond.

C'est bien connu, la fonction sociale de l'école capitaliste qui est de préparer et de rôder les enfants à l'humiliation de la vie au royaume de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme laisse peu de place à ceux qui désirent chevaucher le vent et guère davantage à ceux qui se contentent d'érafler le réel de leurs semelles de plomb réformistes.

C'est bien connu, c'est bien connu... voire !

Depuis quelque temps en effet certaines rides sont apparues à la surface de la mare qui incitent à penser que quelque chose est en train de se passer.

Oh ! certes, ces tressaillements ont pour l'essentiel largement de quoi faire frémir les derniers progressistes que comptent encore ce pays. Car le changement à la mode du Parti socialiste avec une pincée de projet d'établissement par-ci, deux onces de maîtres-directeurs par-là et trois gouttes de méritocratie pour corser le tout d'un brouet dominé par l'introduction de « l'esprit d'entreprise » dans la grande machine Education nationale, bonjour l'enfer de la loi de la jungle libéralo-consensuelle !

Mais il en est d'autres qui tintent d'un autre son.

Certains enseignants, en effet, refusant tout autant la mutation

pseudo-moderniste en cours que la misère actuelle d'un syndicalisme de régulation sociale, celle d'une révolution pitoyablement schizophrénique, celle d'un pédagogisme à bout de souffle et celle d'une expérimentation cantonnée et se cantonnant à la marge commencent à se regrouper, à réfléchir et à projeter.

Projeter ! En soi, le phénomène peut sembler anodin. Quelques dizaines de projets ça ne pèse pas bien lourd et puis, des projets, n'y en a-t-il pas toujours eu ? Certes, certes, mais pourtant !

Les projets d'écoles expérimentales qui émanent actuellement d'un certain nombre de profs de l'Education nationale présentent un certain nombre de particularités qui font que... D'un point de vue stratégique, ils mettent le pouvoir en porte-à-faux. A un ministère qui prône le changement, le modernisme, l'esprit d'entreprise pour essayer de réduire l'échec scolaire et donner à la France des « atouts » pour le grand bond en avant européen, ces enseignants disent : chiche ! Laissez-nous expérimenter nos projets et vous verrez ! Réduire notablement l'échec scolaire, même dans le contexte du capitalisme, c'est possible !

A un syndicalisme qui d'expérience se méfie d'un discours expérimentaliste débouchant à tout coup sur l'octroi de privilèges exceptionnels, sans perspective aucune de pouvoir modifier la règle, ils disent également : laissez-nous expérimenter, mieux, aidez-nous, car vous savez très bien que vos revendications fort justement orientées sur le quantitatif (plus de crédits, plus de personnels...) ne peuvent rien résoudre sans une dimension qualitative (que faire avec plus de crédits, plus de personnels ?).

Comme on le voit, cette demande qui tente de prendre le pouvoir à son propre jeu et qui ose le dialogue et la transparence avec le syndicalisme rompt avec l'égoïsme qui a jusqu'à présent largement caractérisé l'expérimentation pédo-éducative. Mieux, ces projets jouent carrément la transparence en se limitant dans le temps et en demandant une évaluation permanente et, bien sûr, finale de l'expérience, par un regard extérieur composé aussi bien de chercheurs que d'administratifs ou d'acteurs de la société civile. Le contrat est donc on ne peut plus clair. De même qu'est claire la conscience qu'en intervenant à un niveau donné de

la scolarité, l'alternative se trouve forcément limitée, d'où le désir de confronter et d'échanger avec d'autres expériences intervenant à d'autres niveaux. Et de même qu'est claire la volonté de lier le mieux vivre de l'élève (recherche d'une liberté maximale, de l'épanouissement des potentialités de chacun...) avec l'acquisition des apprentissages et des savoirs de base.

Bien évidemment, ces différents projets expérimentaux dont la convergence pose à terme le problème d'un statut de l'expérimentation pédagogique au sein de l'institution dominante portent en eux les germes d'une possible future dérive réformiste. Celle-ci prétendrait démontrer que l'Education nationale, malgré sa logique de classe et sa logique institutionnelle, peut, en se restructurant au plan de ses moyens, de ses modes de fonctionnement et de ses techniques, réduire notablement l'échec scolaire tout en favorisant l'épanouissement des enfants gageur dont peu de révolutionnaires sont jusqu'à ce jour sortis indemnes.

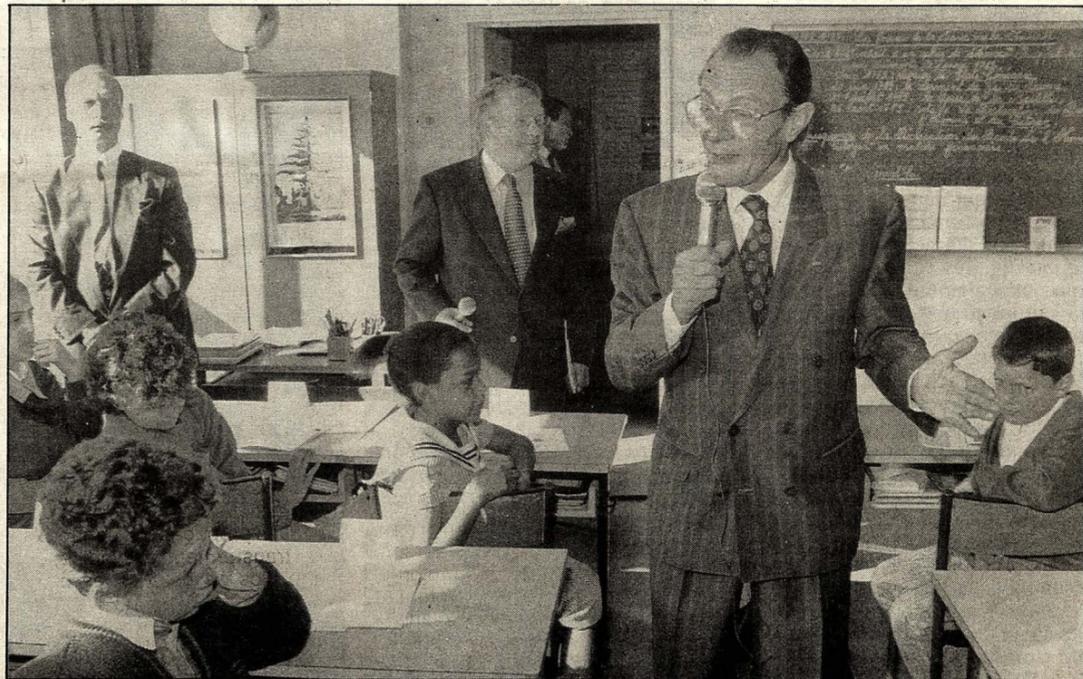
N'empêche, dès lors que l'on ne se fait aucune illusion sur la gageure, ce type de démarche ouvre également des horizons.

Pour l'heure et y compris chez les révolutionnaires les plus estampillés, on ne trouve nulle part trace d'un projet éducatif de masse alternatif à la réalité présente. Oh ! certes, de grands principes, de grandes ou de petites références existent bien, mais à la question : comment organise-t-on la transmission du savoir à l'échelle d'un pays si d'aventure une rupture révolutionnaire se produit, il n'y a hélas pas de réponses.

En ce sens, le capital de réflexions (et peut-être bientôt d'expérimentations) qui s'est constitué dans un certain nombre de projets d'écoles expérimentales peut sûrement être riche d'enseignement.

Dans le présent numéro du *Monde libertaire*, comme dans d'autres à venir, nous vous en présenterons quelques-uns (le projet d'école maternelle-primaire expérimentale de Paris, l'EMILE ou le projet de lycée expérimental bordelais, misant intégralement sur la liberté et l'égalité, le projet d'école primaire de Clermont-Ferrand...) et vous jugerez.

Jean-Marc RAYNAUD



CANADA

Main basse sur le régime

LE gouvernement conservateur a produit une réforme de l'assurance chômage, dont la logique ainsi que les retombées sociales ressemblent à la réforme de l'Aide sociale au Québec. Comme partout ailleurs, l'enjeu est de réduire les dépenses de l'Etat par des coupures dans les programmes sociaux. Une fois de plus, l'Etat, peu importe la couleur de ceux qui le dirigent, fait la preuve de son rôle véritable : assumer et légitimer le pouvoir d'une classe dominante qui, en aucun cas, ne veut rogner dans ses privilèges. Comment expliquer autrement l'absence de taxation sur les grandes fortunes, sur les énormes gains en capital, l'absence de coupures dans le budget de la défense, l'exonération d'impôts de certaines grandes entreprises...

Des conservateurs en manque... de formation

Le document présenté le 11 avril dernier par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui s'intitule, sans humour aucun, « *Stratégie de mise en valeur de la population active* », fournit l'essentiel d'un projet de réforme à l'image de ce que les libéraux provinciaux ont imposé avec l'Aide sociale.

L'argument massue à l'origine du projet de loi repose sur une constatation pour le moins surprenante : la main-d'œuvre canadienne manque cruellement de formation pour affronter les « *nouveaux défis* » des années 90 : « *améliorer la productivité par la technologie et l'innovation, permettre au plus grand nombre d'acquiescer les compétences des années 90, répondre aux besoins des marchés... réduire les pénuries de main-d'œuvre qualifiée* » (1). Que penser d'un réveil aussi tardif ? Nos planificateurs auraient-ils été mis au chômage sans que nous en soyons avertis ?

Au-delà du sarcasme, une série de questions se pose, dont les réponses indiquent clairement l'inanité d'un tel projet.

1. Comment concilier les pseudo-objectifs de formation, d'accroisse-

ment de l'employabilité (Pauline Marois va réclamer des droits d'auteur à Mac Dougall) avec la réduction croissante des budgets d'éducation ?

2. Comment se fait-il que tout en ayant prévu les budgets pour cette soi-disant formation, le gouvernement se montre incapable de nous en expliquer à la fois son organisation, ses programmes et ses conditions d'admission ?

3. Si la formation est la clé du problème, pourquoi ces dernières années, l'assurance chômage s'est-elle départie de ses programmes de formation ?

4. Qu'a-t-on fait des surplus de l'assurance chômage accumulés depuis deux ans et qui avoisinent les trois milliards de dollars ? Faudrait-il poser cette question au ministre de la Défense ?

5. A quoi sert-il de mettre l'emphase sur la formation, quand les possibilités de trouver un emploi diminuent d'année en année ? Statistique-Canada n'indiquait-elle pas, en 1988, que 345 000 personnes avaient occupé un emploi pour moins de trois mois ?

Un raccourci qui en dit long

Nulle part dans ce projet, il n'est fait mention des réalités économiques des dernières années qui se détériorent sans cesse : fragilisation des entreprises, perte de rentabilité, ralentissement de la demande dans les secteurs traditionnellement forts (textile, sidérurgie...), saturation des marchés conjuguée à l'absence de progrès technologique absolu révolutionnaire qui, comme le pétrole et l'automobile après-guerre, serait en mesure d'impulser

une nouvelle phase de croissance. En matière d'emploi, le phénomène est indubitable. Selon les conservateurs, et ce discours est bien connu au Québec, le chômage serait dû à un manque de qualification de la main-d'œuvre ! Mais si cela est vrai, qu'ont fait les conservateurs pour y remédier depuis qu'ils sont au pouvoir ? Auraient-ils été incapables de constater ce (faux) problème ? Pris au piège de sa propre logique, le gouvernement conservateur n'en est toutefois pas la victime. C'est sur ce même paradoxe révoltant et persistant que fonctionnent, malgré les « *ressacs* », le capitalisme.

Les conservateurs piquent leur crise

Le projet de réforme se caractérise par un très net durcissement des conditions d'admissibilité. Sans rentrer dans les détails, voyons les principales mesures qui seraient applicables en janvier 1990.

1. Sévère augmentation du nombre minimum de semaines nécessaires pour se qualifier. On passerait de 10 à 16 semaines. Les plus affectés par cette mesure seront les gens à temps partiel, les travailleurs précaires et les jeunes.

2. Sérieuse diminution de la période de prestation : en moyenne 10 semaines !

3. Extension considérable du nombre de semaines d'exclusion en cas de départ volontaire, d'inconduite et de refus d'emploi. L'exclusion maximale est présentement de 6 semaines, elle sera de 12 semaines ! L'exclusion minimale est d'une semaine, elle sera de 7 semaines. Le chômeurs n'aura plus que 50% de son salaire initial au lieu de

60% ! Avant de toucher son chômage, toute personne considérée comme ayant quitté son emploi volontairement pourra attendre jusqu'à 15 ou 16 semaines sans aucun revenu : répartition des gains, semaines d'exclusion et délai de carence. Cela s'appelle de l'incitation au vol et à la violence.

Détournement de fonds

Hormis quelques mesures « positives » (maternité, maladie), c'est un milliard et 300 millions de dollars que le gouvernement compte extorquer au régime d'assurance chômage, donc aux travailleurs, afin de les réinjecter dans des programmes de formation dont on nous dit qu'ils ne seront pas mis en application avant plusieurs années ! Et pourtant les années 90, c'est dans quelques mois qu'elles commencent, non ? L'Etat se trouverait donc à financer les activités de formation par l'entreprise, à la même caisse des travailleurs : 100 millions de dollars seront consacrés à l'amélioration de l'employabilité des débutants (jeunes encore à l'école) par l'entremise de stages en milieu de travail ! Cent millions pour apprendre à tenir le manche à balais et à manier le chiffon, c'est cher payé !

L'ordre de la crise

Contrairement à ce que pensent bon nombre de gens, la crise, si elle affecte la régulation capitaliste, ne met pas pour autant en danger la perpétuation de sa logique. Ce n'est pas la vie du capitalisme qui est en jeu mais bien la vie de centaines de millions d'individus à travers le monde.

Nous vivons un capitalisme en crise, c'est-à-dire qui s'adapte et se réorganise en fonction des nouvelles données nationales et internationales. A la baisse du taux de profit, due à des conditions de production de moins en moins favorables, a correspondu une inflation des coûts afin de « restaurer les bénéfices ». Au ralentissement de la progression de la productivité, a correspondu une élimination massive de salariés, d'où une tendance à long terme à l'augmentation du chômage. Il n'y a pas d'autres explications à la perte, en 10 ans, de 10 000 emplois dans le sud-est de Montréal.

Ce projet de réforme de l'assurance chômage s'inscrit exactement dans cette logique, où pour se maintenir à flot, le capitalisme canadien, via son Etat, fait payer les frais de sa restructuration à l'ensemble des salariés et des sans-emploi.

Et tout se passe comme si l'ensemble de ces mutations consolide progressivement un nouvel ordre qui remanie, au détriment des salariés et des sans-emploi, les rapports de forces précédents.

Vers l'épreuve de force ?

Seule une convergence des luttes sociales permettra d'inverser le rapport de forces. La perspective d'une fusion entre la lutte contre cette réforme et celle de l'aide sociale est à l'ordre du jour. En période de négociations dans le secteur public, est-il possible de fusionner luttes de salariés et lutte de sans-emploi ? C'est dans ce sens qu'il faut s'orienter.

Extrait du journal libertaire québécois « *Rebelles* »

ÉTATS-UNIS

Contre la célébration du 500^e anniversaire colonial

L'ÉTAT espagnol et la plupart des Etats latino-américains s'appêtent à fêter le 500^e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb en 1492. L'Etat espagnol va, à cette fin, déboursier 5 000 millions de dollars (1). Ces Etats placent cette fête sous le symbole de la « *rencontre* » des peuples européens et des peuples américains.

Pour les Indiens d'Amérique, c'est une immense provocation macabre. En effet, aux approches mercantiles de Colomb ont succédé de gigantesques entreprises de pillage. La colonisation s'est traduite par le plus grand génocide de l'histoire connue. Des millions d'Indiens ont été massacrés, déportés, réduits en esclavage, soumis à l'Eglise catholique et aux sectes protestantes.

Depuis, les rébellions ont été nombreuses, mais la condition indienne s'est peu ou pas améliorée. Des organisations de lutte indiennes de l'Equateur, de la Colombie, du Brésil et du Pérou ont lancé une campagne intitulée : « *Autodécouverte de l'Amérique ; 500 ans de résistance indienne-paysanne* ». Son but est de « *présenter une alternative pluraliste et démocratique à la situation d'oppression et d'exploitation, sur la base des formes d'organisation communale de leurs ancêtres* ». Ils s'opposent à ce qu'« *une culture soit imposée sur une autre au profit du pouvoir économique, politique et militaire* ». Enfin, ils luttent pour « *un monde diversifié de paix et de coopération, où il existera une har-*

monie entre les êtres humains et la nature ».

Culture, terre et liberté !

Cependant, il ne s'agit pas d'un retour au passé, car ils recherchent une « *réflexion collective sur la situation actuelle de tous les secteurs sociaux du continent après 500 ans d'invasion, de génocide et d'évangélisation* ». Ainsi, ils invitent toutes les organisations indiennes-paysannes d'Amérique latine à participer à cette initiative. Déjà, un grand nombre d'entre

elles se sont jointes à la campagne.

Le 30 mai 1989, lors d'un meeting à Paris, les représentants d'ECUARUNARI et de la FENOC d'Equateur, de l'ANUC de Colombie et des Travailleurs sans terre du Brésil ont indiqué les thèmes d'action et de débat de la coordination internationale : l'histoire des 500 ans de résistance ; le problème de la terre ; la culture indienne avec ses contraintes ; aliénation et racisme ; le rôle de la femme ; la plate-forme revendicative indienne-paysanne.

Chaque organisation décidera de la forme de mobilisation et de sensibilisation qu'elle entend emprunter. Un appel fraternel est lancé à tous les Européens, ainsi qu'à toutes les organisations ouvrières, paysannes, étudiantes, etc., du monde entier pour dénoncer et empêcher la célébration de cet anniversaire de la honte.

Xavier MERVILLE
(Gr. Carlo-Cafiero)

(1) In : Déclaration du Premier congrès de la Confédération des nationalités indiennes d'Equateur (CONAIE).

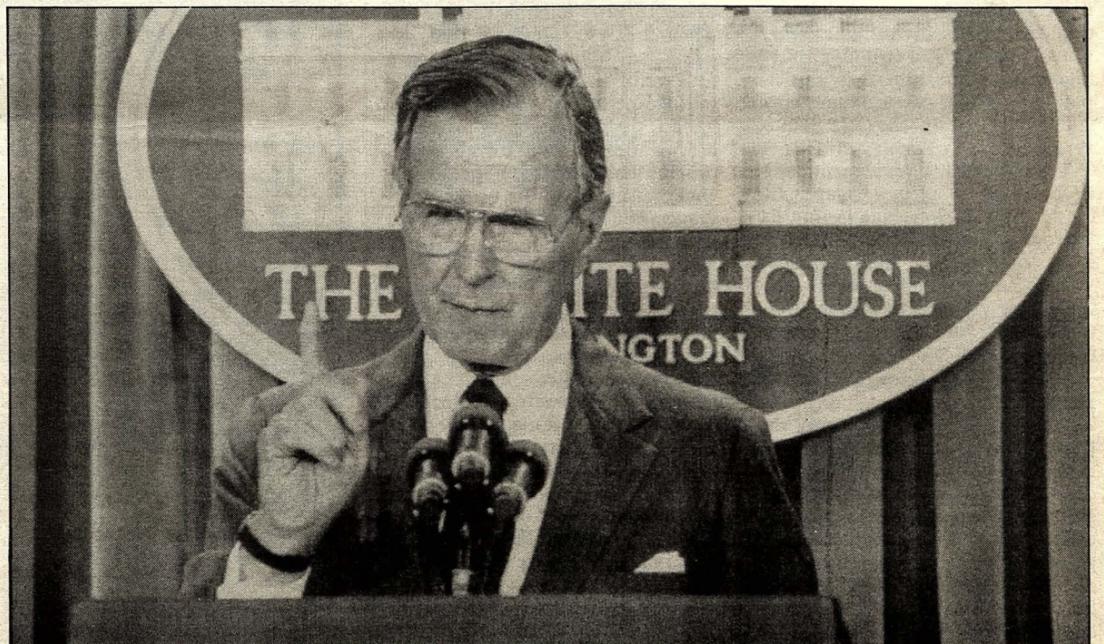
Brèves internationales

• CORNOUAILLES.

Naissance d'un groupe anarchiste en Cornouailles, tous ceux qui sont intéressés par ce groupe peuvent écrire à : Cornish Anarchist Group, c/o Plymouth Anarchists, PO Box 105, Plymouth, Devon, Grande-Bretagne (information extraite de *Black Flag*).

• « *BLAG FLAG* » FÊTE SES 20 ANS.

Depuis longtemps, vous voyez régulièrement dans cette page du *Monde libertaire* des traductions d'articles parus dans ce journal, très connu internationalement : *Black Flag* (le « drapeau noir »). Un groupe de militants soutient depuis maintenant 20 ans l'organe de l'Anarchist Black Cross (« la croix noire anarchiste »). Le réseau de solidarité internationale de l'Anarchist Black Cross s'est beaucoup renforcé pendant toutes ses années, et ils ont organisé nombre d'actions et soutenu quantités de luttes et de militants anarchistes emprisonnés. *Happy birthday !* Pour tout contact : *Black Flag*, BM Hurricane, London WCIN 3XX, UK, Grande-Bretagne.



46^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE Texte d'analyse économique

Lors de son 46^e congrès, qui s'est tenu les 13, 14 et 15 mai derniers, la Fédération anarchiste a dégagé de ses débats un texte d'analyse sur la situation économique en France. Ce texte n'est pas une motion, mais contribue à enrichir les débats et les analyses que nous serons amenés à avoir, avec le processus de l'intégration européenne. Pour le moment, cette analyse couvre la période qui va de l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981, avec l'intermède de la cohabitation, jusqu'aux orientations de Rocard dans le budget de 1989. Au long de ces huit années de gestion libérale des socialistes, relayés par le gouvernement Chirac de 1986 à 1988, de nouveaux facteurs sont entrés en ligne de compte ou se sont vus amplifiés. Les profits ont explosé, la précarisation des emplois est en progression constante, le RMI a été instauré pour freiner la misère, les patrons sont les nouvelles stars médiatiques de ce libéralisme de gauche. Nous n'avons jamais douté des socialistes pour cette gestion capitaliste, ils font aussi bien, sinon mieux, que la droite. Ce texte est un constat et renforce notre idée que seule la lutte apportera de réels changements.

La rédaction

A. Les septennats Mitterrand ont accentué et accentuent encore l'exploitation capitaliste de la main-d'œuvre et la légitimité du libéralisme :

Les sept années écoulées et l'orientation affichée par la nouvelle majorité présidentielle ont fortement aggravé l'intensité de l'exploitation capitaliste en France. Ceci démontre nettement, à posteriori, la justesse de la position de la Fédération anarchiste qui n'a jamais cru, en 1981 comme en 1988, qu'une avancée quelconque vers une société anticapitaliste, anti-étatique et anti-autoritaire fût possible grâce à des élections présidentielles ou législatives. C'est dans les luttes et sur le terrain que s'imposent des transformations.

La gauche aux affaires fut historiquement l'agent servile des technocraties, du CNPF, et légitima le libéralisme comme jamais jusqu'alors il ne le fut. En réalité, Mitterrand réussit là où Giscard et Barre avaient échoué. Tout simplement car il sut, en 1981-1982, anesthésier les mouvements sociaux et syndicaux par quelques « mesurètes » immédiatement annulées dans les années qui suivirent. Et les lois Auroux créèrent structurellement les conditions d'une armistice de classe.

B. L'explosion des profits :

L'austérité rebaptisée « rigueur » s'impose ainsi sans résistance en 1983-1984. Elle provoque très clairement une augmentation massive des profits du capital et une réduction incessante du pouvoir d'achat de la plupart des salariés. Le plan de rigueur Mauroy de 1983 marque alors une rupture dans la mesure où les hausses de salaires nominaux n'ont, ni en 1983 ni en 1984, compensé les hausses des prix. La baisse du pouvoir d'achat des salaires nets moyens est de l'ordre de 1,5% sur l'ensemble de ces deux années. Très concrètement, la part des ménages dans le partage du revenu national s'est nettement réduite dès 1984, revenant à 73,9% du produit intérieur brut, contre 75,2% en 1983 et 76,2% en 1982. Le pouvoir d'achat a baissé de 0,7% en 1984, comme en 1983. Cette réduction s'est réalisée au profit des entreprises dont l'épargne passe de 5,1% du produit intérieur brut à 6%.

Le taux de marge des sociétés privées s'élève ainsi de 22,5% de la valeur ajoutée, à 23,6% en 1984. Quelle aubaine pour le capital que la gestion socialiste !

En 1986, Bérégovoy ira même jusqu'à se vanter d'avoir « libéré » le marché financier. A la Bourse de Paris, même les yeux fermés, les capitalistes ont pu ainsi doubler leur capital de 1981 à 1986. Pour l'année 1987, les mille premières sociétés

françaises, qui représentent 3,3 millions de salariés (soit 15% de la population active) ont vu leurs profits tripler : de 26 milliards de francs en 1986, ils passent à 71 milliards. Pour les cent premières entreprises françaises, les profits ont quadruplé en 1987, passant de 13 milliards de francs en 1986 à 52 milliards. Pendant ce temps, sur la période 1982-1987, la part des salaires dans les revenus des entreprises a dégringolé de 10%, alors que sur cette durée, celle des profits augmentait de 25%.

On sait trop peu qu'en 1986, le PDG d'une grande entreprise gagnait encore 22 fois le salaire d'un manoeuvre. On ignore trop que Liliane Bettencourt, principale propriétaire de l'Oréal et plus grosse fortune française, héritière qui s'est simplement donné la peine de naître, perçoit, en 1988, 6 000 F toutes les trois minutes (soit presque une fois et demi le SMIC). Ce n'est certes pas le très modeste impôt sur la fortune en vigueur jusqu'en 1986 (il ne rapportait que quatre milliards) qui changea grand-chose à cette explosion générale des profits : la possession des œuvres d'art (bonjour la spéculation !) tout comme celle des « outils de travail » (soit le capital des entreprises) n'étaient pas comptabilisées dans le calcul des fortunes. Sous Mitterrand, véritablement, il fait bon être capitaliste !

C. La précarisation s'est accrue.

1. Pendant ce temps, sous Mitterrand, grâce à l'appui de certaines bureaucraties syndicales (Chèreque va en Lorraine, par exemple), la restructuration chère au CNPF et les vagues de licenciements se développent sans résistance : on brade les charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals par exemple. On élimine sévèrement dans l'automobile alors même que Renault, entreprise publique, délocalise sa production vers l'Espagne pour profiter d'une main-d'œuvre sous-payée, taillable et corvéable à merci.

2. L'objectif de diminution du temps de travail fut d'autre part immédiatement abandonné, ainsi que toute espèce de politique pour l'emploi. A l'inverse, les socialistes lancèrent les TUC et les SIVP, soit des formes d'emplois précaires, sous-payés et à temps partiel, qui aidèrent le patronat à contourner le SMIC et contribuèrent à diminuer artificiellement le volume toujours croissant des demandeurs d'emploi. Comment s'étonner alors que Séguin ait recouru à ce type de dispositions réactionnaires déjà en œuvre avant 1986 ?

Le bilan est clairement catastrophique, à tous niveaux, sur tous les registres. La consolidation de la précarité aide à réduire davantage les ressources et à atomiser les capacités d'action des salariés. Le chômage, de plus en plus massif et de moins en moins rémunéré, représente évidemment une menace permanente pour les salariés, mais tellement utile aux entrepreneurs !

Le CNPF et Bérégovoy aménagent ainsi, lors de trois négociations de l'UNEDIC (1982, 1984 et 1985) une restriction sévère de la durée et du volume des allocations-chômage, alors même que s'étend l'ampleur du chômage de longue durée.

Cette paupérisation des sans-emploi fragilise par ricochet l'ensemble du monde du travail. Elle se double d'offensives encore plus ouvertes. Sur ce terrain d'ailleurs, les pouvoirs publics (Parti socialiste en tête) rivaliseront d'inventions pour se concilier le patronat. Delebarre lance les TUC (332 000 personnes au 1^{er} décembre 1987 en furent l'objet avec 1 750 F au maximum, pendant un an au plus, renouvelable une fois). Les SIVP, 311 000 travailleurs en 1988, obligés à 39 heures hebdomadaires,



rémunérés de 1 400 à 3 000 F, permettent que l'entreprise soit exonérée à 100% des charges patronales, c'est pousser très loin le scandale ! Pour les SRA, les firmes reçoivent même 4 000 F pour tout stagiaire engagé. Dans tous les cas, il s'agit systématiquement de placer à disposition des entreprises des jeunes sans formation, sous-payés, taillables et corvéables à merci, sur des emplois à durée déterminée. Le précaire devient une règle et s'enracine dans le long terme. Sur trois jeunes femmes trouvant désormais un emploi, une uniquement obtient un job classique, à savoir un contrat à temps plein et durable. Les deux autres vont errer dans les stages, intérim, temps partiels... Et l'on ignore encore trop que sur quatre stagiaires en mars 1987, un seulement occupait un emploi stable en 1988.

Cette précarisation solidifiée (plus de trois millions d'individus travaillent de façon temporaire, intérimaire, saisonnière, ou intermittente) contribue à un contournement de fait de la contrainte du SMIC. Chiffrons un minimum : pour les 720 000 « bénéficiaires » du traitement social du chômage en juin 1988, jeunes ou chômeurs de longue durée, l'économie réalisée par les employeurs sur la masse salariale, par rapport à une rémunération au SMIC, s'élève à 44,4 milliards de francs en année pleine.

Reste que les surcroûts du CNPF riment aussi avec misère. La pauvreté devient un « épisode normal » de l'ordre de la crise, effet obligé des dégraissages « socialistes » qui le fondent. Le Conseil économique et social fournit sur ce point de terrifiants bilans (rapport du 10 février 1987), en dénombant 2,5 millions d'individus dotés de moins d'un demi-SMIC pour survivre. A cette date, 400 000 personnes subsistaient sans aucune couverture sociale. La moitié devait recourir à l'aide médicale gratuite. Enfin, entre 200 000 et 400 000 sans logis se voyaient aussi privés de prestations familiales. Ce dénuement extrême tient naturellement à l'enchevêtrement, au cumul des procédures de précarisation développées durant le dernier septennat.

3. Chirac va amplifier et aggraver les orientations « socialistes ». En fait, la plupart des mesures du gouvernement Chirac s'inscrivent dans la stricte continuité des orientations libérales déjà engagées par Mauroy ou Fabius. Ce dernier, fidèle en cela aux préceptes Reaganiens, avait commencé à réduire les impôts (moins 3% pour l'impôt progressif sur le revenu en 1986). Balladur accélère le pas : réduction de 65% à 56,5% du taux maximal d'imposition sur le revenu, réduction de l'impôt sur les sociétés, suppression de la taxe sur les frais généraux et de l'impôt sur les grandes fortunes (qui, de toute façon, exonérant les œuvres d'art et « l'outil de travail », touchait fort peu les capitalistes).

(Lire suite page 10).



46^e CONGRÈS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Texte d'analyse économique

(Suite de la page 9).

Début 1986, cédant aux injonctions patronales, Delebarre faisait adopter une loi de flexibilité du travail qui aggravait les conditions d'exploitation de la main-d'œuvre. Séguin poursuivit cette orientation en promulguant en décembre 1986 sa loi d'aménagement du temps de travail qui tend à supprimer la rémunération des heures supplémentaires comme telles, et autorise le travail de nuit des femmes, le travail dominical et les « trois-huit » pour « raisons économiques ». Le démantèlement du code du travail, que cristalliserait la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, avait été largement ébauché par les socialistes. De même que la dérégulation développée par Longuet dans les Postes et Télécommunications s'amorça avant 1986.

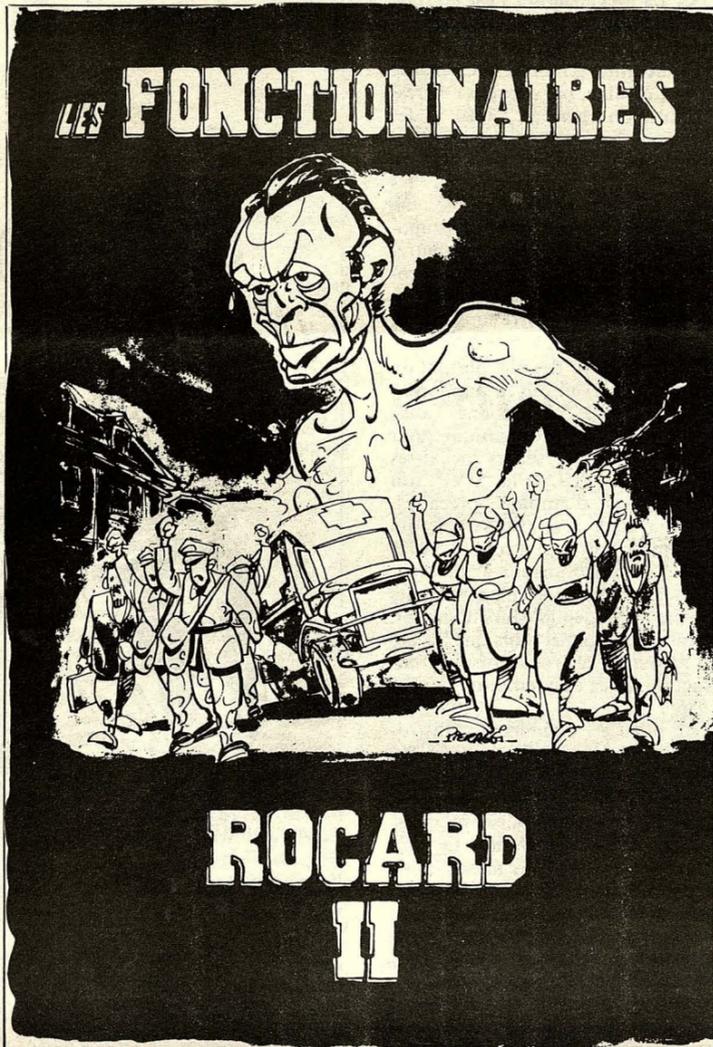
Ce sont enfin les décrets Bérégovoy de 1982, puis les accords de l'UNEDIC en 1984 et en 1986, qui ouvrirent la voie aux mesures de décembre 1987, dans la même lignée réactionnaire. A chaque fois, l'indemnisation du chômage se voit réduite comme peau de chagrin, que ce soit par restriction du volume ou de la durée des allocations, ou par l'exclusion toujours plus massive des ayants-droit.

La gauche, en de multiples domaines, initia donc les régressions libérales que le RPR ne fera qu'amplifier. N'est-ce pas le Parti socialiste qui commença à privatiser l'audiovisuel en vendant notamment la « Cinq » à Berlusconi ? N'est-ce pas le Parti socialiste qui s'employa à « revaloriser » l'esprit d'entreprise via Tapie interposé ? La gauche s'est non seulement soumise aux technocraties et au CNPF, mais elle a aussi légitimé très fortement ce libéralisme chiraquien ultra-réactionnaire qui culminera par exemple dans le rétablissement de l'anonymat sur l'or, l'amnistie des exportateurs illégaux de capitaux ou les privatisations verrouillées par les noyaux durs contrôlés par le RPR...

4. Rocard gère l'inacceptable :

• a. Aujourd'hui, sous son second septennat, Mitterrand ne désavoue pas le moins du monde la logique néo-libérale. Il ne revient aucunement sur les cadeaux fiscaux faits aux privilégiés. Il ne revient évidemment pas sur les privatisations — et, de toute façon, les nationalisations renforçaient l'ordre capitaliste... Plus que jamais Rocard entend poursuivre dans la voie d'une politique d'austérité inacceptable et soumise aux intérêts du patronat : il claqué la porte au nez des infirmières, des postiers, des enseignants... mais cède immédiatement aux médecins hospitaliers !

• b. Le plan Rocard-Soisson « pour l'emploi » (du 14 septembre 1988) persiste d'ailleurs dans les cadeaux aux entreprises. Il répète que pour créer des emplois en France, il faut réduire le coût de la main-d'œuvre ! Baisse de l'impôt sur les sociétés (de 42 à 39% quand les bénéfices sont réinvestis), réduction de 16,6% à 14,4% des droits de mutation sur les fonds de commerce auxquelles s'ajoutent, pour les PME, tout un chapelet de mesures complaisantes : exonérations fiscales diverses, baisse du taux des cotisations familiales patronales, facilités de crédit. Coût total pour le Trésor public : au moins dix milliards de francs. Et cela coïncide naturellement avec cette « gestion sociale » du chômage si prisée par Séguin. Le gouvernement a déjà rendu publiques des prévisions scandaleuses : 406 000 entrées en stage de longue durée en 1988, 530 000 en 1989. Traditionnels compléments du dispositif, les TUC, SIVP et autres PIL sont relancés. La sur-



exploitation des jeunes a encore de beaux jours devant elle.

• c. Dans le budget 1989, Rocard choisit toujours le même camp.

Quelles sont en effet les grandes orientations de ce budget ? Sur le plan des recettes d'abord, le scénario budgétaire concocté par le tandem de choc Bérégovoy-Charasse se caractérise par des allègements fiscaux massifs pour les entreprises (10 milliards de francs). Les allègements fiscaux en direction des ménages paraissent, eux, beaucoup plus aléatoires. Ainsi, les baisses de TVA, dont se targuent les responsables du budget, n'ont sans doute pas toutes les vertus qu'on leur prête. D'abord parce qu'elles sont marginales : la baisse de taux réduit de 7% à 5,5% par exemple, ne concerne qu'un nombre limité de produits (transports publics, livres, spectacles). Ensuite, parce qu'elles ne sont pas redistributives, elles bénéficient au moins autant aux ménages les plus favorisés qu'aux plus démunis. Enfin, parce que dépendant du comportement de marge des commerçants, elles sont incertaines dans leurs applications effectives : qui peut en effet affirmer que les baisses de TVA seront intégralement répercutées sur les prix à la consommation ?

Reste, côté recettes, un impôt nouveau, l'impôt sur les fortunes (ISF) : de reculade en reculade, le gouvernement a passablement vidé le projet de l'essentiel de sa substance. Des taux ultra-modérés (inférieurs à 1%) assortis de multiples aménagements, notamment de l'exonération des œuvres d'art et de l'« outil de travail » (qui d'ailleurs n'en est pas un : c'est un capital accumulé). Au total, ce nouvel impôt, célébré comme le symbole de la fidélité des socialistes à la justice fiscale et sociale, ne rapportera en tout et pour tout que quatre milliards de francs. Même pas de quoi assurer le financement du revenu minimum d'insertion (RMI) pourtant lui-aussi ramené à la portion congrue.

• d. Quant au revenu minimum d'insertion, il constitue véritablement un cache-misère inacceptable.

Le revenu minimum d'insertion ne va que segmenter plus profondément un marché de l'emploi « libéré » à la mode libérale. Car, en réalité, le RMI consolide la logique capitaliste. Il représente une caution inespérée à l'antique credo du libre jeu « automatiquement harmonieux » d'un marché sans entraves. D'ailleurs, si Milton Friedman se fait constamment l'apôtre de l'impôt négatif, c'est en effet qu'une fois tendu par l'Etat un filet de sécurité minimal, l'entreprise peut unilatéralement se « délivrer » des impératifs sociaux et supprimer aussi bien salaire minimum que plans de formation lors des

licenciements. A la suite de K. Polanyi, nous n'oublierons pas non plus le précédent des « poor laws » anglaises de 1795 : à Speenhamland, les paroisses décidèrent d'attribuer aux indigents un revenu de subsistance indexé sur le prix du pain. Ce décret s'accompagna aussitôt de la disparition de toutes les protections sociales dont bénéficiaient auparavant les travailleurs sans terres de ces communes rurales. Et les employeurs laissèrent sans ambages filier à la baisse les salaires : ils n'avaient plus dans les faits à se soucier d'entretenir correctement la force de travail, seule importait la loi de l'offre et de la demande, la loi d'airain du marché.

Le RMI, fixé à 2 000 F par individu (le SMIC, de nouveau contourné, se voit divisé) reste lourd de risques similaires : légitimées par l'Etat, les firmes se laveront les mains de toute gestion sociale, la main-d'œuvre devient un stock parmi d'autres.

Il y a plus dramatique pourtant. Car l'innovation rocardienne amorcée dès à présent une segmentation du marché de l'emploi. Elle inaugure de nouvelles zones d'absolute dépossession. Les jeunes de moins de 25 ans, massivement au chômage, ne peuvent par exemple recevoir le RMI. Les immigrés, qui de même (parce que globalement peu qualifiés) subissent cruellement les pertes d'emploi, demeurent largement écartés de sa perception. Pour y prétendre, ils devront posséder une carte de résident valable dix ans ou depuis au moins trois ans une carte de séjour temporaire. Les titulaires d'une carte de séjour de moins de trois ans ou avec la mention « visiteur », « étudiant », « membre de famille », ainsi que les demandeurs d'asile se retrouveront immédiatement privés de ce droit. Au total, les estimations gouvernementales indiquaient que 16% seulement des immigrés accéderaient au RMI. Elles précisaient aussi qu'il ne concernerait au mieux que 570 000 ménages, soit 1 520 000 individus. En réalité, au vu des dernières estimations, beaucoup moins de personnes perçoivent le RMI. Or le Conseil économique et social dénombre 2,5 millions de pauvres.

Le marché du travail s'avère ainsi très durablement tronçonné. Des salariés encore relativement stables y côtoient des travailleurs précaires et temporaires, mais aussi des exclus permanents et minimalement rétribués, alors que des pans entiers du

monde social (jeunes, immigrés...) s'enracinent dans un dénuement intégral, une privation totale de protection sociale. Ajoutons tout de même que ce RMI servira aussi de prétexte facile à une discrimination accentuée des femmes face à l'embauche. Il constitue potentiellement une sorte de salaire maternel déguisé et médiocre. En définitive, autant la segmentation du collectif salarial que sa paupérisation paraissent là accélérées, alors même que les tentations sexistes du patronat se trouvent encouragées.

Parallèlement, l'Etat redevenu garant du « libre jeu » du marché, se dresse en gendarme de cette « paix sociale » dont Mitterrand se veut le héraut. Les dispositions techniques régissant l'octroi du RMI le placent effectivement sous stricte tutelle étatique. Tout allocataire devra passer contrat auprès d'une commission locale d'insertion. Les versements seront suspendus en cas de non-respect de celui-ci. Et ce sont le préfet et le président du conseil général qui co-président cette commission. En réalité donc, chaque précaire qui ne marquera pas suffisamment de docilité envers les règles et représentants de l'ordre, qui apparaîtra par trop insoumis aux autorités étatiques et aux potentats locaux, risque une radiation immédiate des processus d'obtention du RMI. Difficile d'imaginer des formes plus performantes d'auto-censure des démunis, de forcer davantage à leur déférence soumise, voire à leur hyperloyalisme politique. Cette formule d'intensification du contrôle social n'a cependant rien d'original. Le Minimex belge (aide temporaire révisable tous les deux mois) s'accompagne d'un tel flicage de la conduite des bénéficiaires potentiels, que nombre d'entre eux préfèrent abandonner leurs droits plutôt que de subir des ingérences perpétuelles dans leur intimité.

5. La lutte : unique solution.

Nous répétons qu'il n'existe évidemment aucune compromission possible avec le libéralisme, de droite ou de gauche. La Fédération anarchiste, d'ailleurs, n'a jamais cessé de percevoir les gouvernements socialistes comme fondamentalement soumis aux intérêts du patronat. Seules les luttes sur le terrain peuvent mener à de réelles transformations anticapitalistes.

FÉDÉRATION ANARCHISTE



« Trop belle pour toi »

QUAND une histoire d'amour cesse d'être banale, quand elle devient singulière, étonnante, bouleversante... Dans son nouveau film, Bertrand Blier raconte la rencontre entre deux êtres que rien peut-être ne pouvait rapprocher. Bernard (Gérard Depardieu) est riche et heureux, des enfants qui mangent sur du Schubert, des amis très chiants et une femme (Carole Bouquet) belle, trop belle. Un jour, Bertrand voit arriver dans son bureau la nouvelle secrétaire intérimaire, Colette (Josiane Balasko), un peu moche, un peu tarte, pas très bandante, pour employer le vocabulaire des amis de Bernard. Et pourtant, coup de foudre réciproque, Colette va faire bander Gérard. C'est l'amour fou, le pied. L'union cachée, les rendez-vous secrets dans la chambre d'un motel... Et bientôt la rupture entre Bernard et sa femme qui ne comprend pas cette relation... « contre-nature ».

Trop belle pour toi est l'histoire de l'amour et de toutes ses petites histoires, les rencontres, les ruptures, les engueulades, les désirs, les découvertes, les fuites et les retours. Avec son regard particulier, tantôt moqueur et tantôt tendre, avec sa caméra furtive qui voyage doucement entre les pièces et les êtres, Bertrand Blier a fait un film puissant : Carole Bouquet et François Cluzet, dans le rôle d'un écrivain raté amoureux de Colette, Roland Blanche. Gérard Depardieu, grand colosse aux muscles de tendresse, et Josiane Balasko, la Balasko. Belle, très belle, bouleversante comme une musique de Schubert. Cette musique qui fait chialer, qui empêche Bernard de manger.

Il faut aller voir *Trop belle pour toi*. C'est devenu si rare des films comme ça. Ça vous prend à la gueule, au ventre et au cœur. Ça vous bouleverse. Comme une musique de Schubert. Comme le cul de Balasko quand il remue de plaisir.

Pascal DIDIER

NOTE DE LECTURE
« Femmes à l'ouvrage »

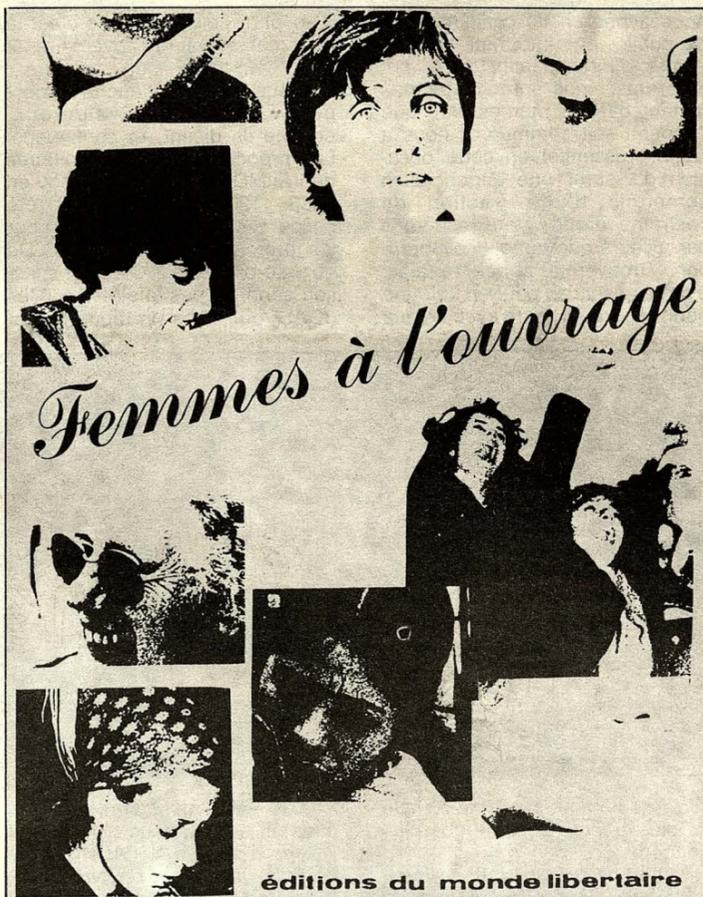
Il fallait que se soit fait, ça, l'est : voici un petit livre succint et précis, composé de mini-dossiers et de témoignages vécus sur le travail des femmes et sur les femmes au travail.

En effet, comme l'indique le premier chapitre, c'est un fait historique : les femmes sont aujourd'hui entièrement « responsables » de l'accroissement de la population active (entre 1975 et 1982, sur une augmentation de 1,7 million, 1,5 sont des femmes).

Cinquante cinq pour cent des femmes travaillent, et elles représentent 44% de l'ensemble des salariés. C'est une tendance irréversible qui doit faire trépigner d'angoisse et de dépit tous les tenants machistes de la femme au foyer. Adieu *La Nouvelle Héloïse* et merde à Jean-Jacques Rousseau, n'en déplaie au bicentenaire.

Car, pour travailler, il faut le dire et le répéter, les femmes paient le prix fort : emplois précaires, sous-payés, sous-qualifiés, dévalorisants, et cela, pour la majorité d'entre elles. Quand elles exercent un « vrai » métier, l'accès à la promotion leur est fermé et, dans la plupart des cas, leur supérieur hiérarchique est... un homme. Elles paient le prix des humiliations et des mensonges aussi, face au sexisme quotidien des patrons à l'embauche et des collègues « mâles », si elles ont le privilège d'être recrutées (voir le chapitre sur la secrétaire-bonne-à-tout-faire). Bien sûr, dans le meilleur des cas, tout cela, on le sait, ou le dit. Plusieurs milliers de femmes le vivent.

Au-delà de leur situation spécifique dans le monde du travail, ce qui est en cause, c'est évidemment la place réservée aux femmes dans les sociétés : le type d'éducation qu'on leur concède, la place des filles dans une famille, celle de la mère, celle de la célibataire avec ou sans enfant.



éditions du monde libertaire

A ce propos, les deux articles de *Femmes à l'ouvrage*, l'un sur la situation des femmes dans le monde rural et l'autre sur celle des femmes immigrées sont précieux et révélateurs. Ce que certaines continuent de conquérir chaque jour d'aujourd'hui : une autonomie économique souvent précaire mais incontournable, d'autres doivent encore bousculer des siècles et des siècles de silence, de parole retenue, de coups encaissés, d'humiliations refoulées, pour l'obtenir.

Est-ce à dire que les femmes qui ne sont pas salariées ne travaillent pas ! Bien sûr que non ! D'où le titre judicieux de *Femmes à l'ouvrage* ; car, qu'elles soient beauceronnes ou corses, marocaines ou chinoises, ouvrières ou paysannes, écrivaines ou analphabètes, les femmes ont un point commun : elles œuvrent, et la plu-

part du temps, elles œuvrent pour les autres, pour l'organisation et l'intendance de la maison où tout le monde vient dormir, manger, rire, pleurer, dans les bons et les mauvais jours. Ça aussi, on le dit, on le sait. Qui veut que ça change ?

Il y a des évidences auxquelles on s'habitue vite. *Femmes à l'ouvrage* arrive à point pour raviver notre conscience, notre solidarité. Un petit livre à lire pour nous, militantes, qui savons un peu comment est faite « notre » vaisselle quotidienne. A lire par celles qui arrivent dans notre entreprise ou dans notre syndicat. A lire peut-être surtout par eux, les autres, minoritaires, hommes.

Yolaine GIGNAT
(Gr. Pierre-Besnard)

Femmes à l'ouvrage, Editions du Monde libertaire, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F.

« Cher frangin »

LA guerre d'Algérie, on le sait, a été menée d'une manière horrible et honteuse. Les hommes en sont revenus muets et marqués à vie, et jamais la vérité n'a été entièrement divulguée. C'est ce silence qui vient d'être rompu grâce au film de Gérard Mordillat : *Cher frangin*. Et quel film ! Pas un « Rambo » version française, pas non plus un de ces films pourris qui tenteraient de sauver l'honneur de la France ou tout autre chose du genre. Non, ce film met en scène un insoumis, Alain, qui refuse de partir pour l'Algérie en 1959. Très vite, il sera arrêté par les gendarmes et incorporé de force. Sur le terrain, il est mis en prison, puis emmené de force à nouveau dans la troupe. Là, avant de désertir, il y verra la guerre de près. C'est un conflit permanent entre lui, l'antimilitariste, et les autres, surtout les gradés.

Durant tout le film, Alain écrit à son frère Marius, qui a dix ans, pour lui expliquer la réalité en Algérie. A ce niveau, le film est très habile, et c'est d'ailleurs le but de Mordillat : montrer la guerre de deux façons. D'une part en métropole, avec déjà les médias mensongers (la radio, le cinéma) véhiculant l'affreuse propagande, présentant le rôle de l'armée française comme étant pacificateur et civilisateur et, d'autre part, en Algérie, avec la réalité de la guerre, les tortures, les villages ratissés, etc. Tout au long du film, on mesure bien la distance qu'il y a entre les discours de De Gaulle et la réalité des combats.

Ce film n'est absolument pas neutre, comme voudrait le voir la critique, c'est au contraire un film engagé, la preuve en est la mise en scène elle-même d'un insoumis, mais aussi des répliques cinglantes contre le patriotisme, contre l'armée et son pouvoir : « Si Charles Martel a battu les Arabes à Poitiers, c'est parce qu'en ce temps les barbares c'était nous, la civilisation c'était eux, aujourd'hui on voudrait nous faire croire le contraire, mais les Français ici se comportent toujours comme des barbares », ou « L'histoire qui est en train de s'écrire ici n'est certainement pas celle que tu apprendras plus tard dans tes bouquins d'école ». C'est un véritable plaidoyer contre la guerre. On ne peut que s'en réjouir.

Alain FOURNIER
(Boulogne-sur-Mer)

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Vendredi 9 juin

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : CGT-Finances, la grève ; chronique sociale de province ; et l'actualité des luttes aux Etats-Unis.

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : l'Himalaya (rediffusion).
« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : avec comme invité Roger Belbéoc (physicien).

Samedi 10 juin

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : le piano.

Dimanche 11 juin

« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : Eddy Paape.
« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : tabagisme et biologie, avec comme invité Nasser (3^e partie).

Mercredi 14 juin

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : les femmes et la révolution française, avec Claire Auzias.

La radio des anarchistes de tous poils et de toutes nationalités

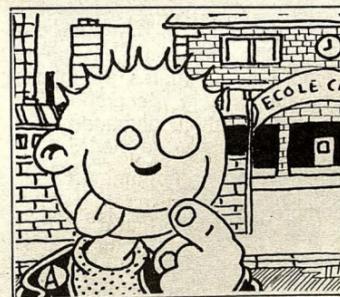
Libertaire 89.4 FM

NOTE DE LECTURE

« P'tit Punk », de Lympham J.-F.

« **U**N mini roman rock pour les gosses pas encore en âge d'être adultes et pour les adultes qui ont gardé leur âme d'enfant », voilà comment Lympham J.-F. résume son bouquin *P'tit Punk*. En fait, c'est le bouquin qu'écrivait le grand-frère au petit-frère coincé dans l'univers impitoyable de l'école catho. Mi parodie de toutes ces séries roses et vertes, mi « subversion mode d'emploi », Lympham J.-F. refuse de laisser à l'Eglise et à Chevènement le monopole de la littérature pour gosse. Il a des comptes à régler : « Je me rappelais les contes de fées que je lisais étant enfant. J'ai regardé aujourd'hui, rien n'avait changé. On prend les mômes pour des gosses ! Que des histoires sans queue ni tête, à croire que parce que c'est des enfants, il leur faut du merveilleux, bourrin à tout crin pour qu'ils accrochent ! Ou alors des histoires de scouts à qui il arrive de saines aventures policières. De l'Harlequin pour même quoi ! Mince (pour

ne pas dire merde), je crois qu'il est plus subversif, c'est-à-dire instructif, de faire une fiction qui soit proche de la réalité, plutôt que de chercher à noyer sans cesse le poisson dans des histoires sans queue ni surtout arête ! ».



Les éditions Syros nous avaient montré, avec Souris noires (dont certains titres avaient été censurés à la Bibliothèque de Paris, celui de Daeninckx notamment), qu'il était possible d'éditer des polars pour gosses normaux (c'est-à-dire non lobotomisés). Les

mêmes éditions lancent aujourd'hui Souris roses, histoires érotiques pour gosses. Les éditions Baron-Noir, avec *P'tit Punk* de Lympham J.-F., invente de roman rock pour même, « Anarchy in school » quoi...

Si votre gamin revient de l'école avec les paroles de *La Marseillaise* à apprendre par cœur (depuis que les militaires sont, par Chevènement, passés par l'école, tout est possible), n'hésitez pas, achetez-lui *P'tit Punk* (1), vous serez en état de légitime défense. A noter, de plus, le travail d'illustration particulièrement intelligent de Tapage Nocturne, qui mieux que lui aurait pu dessiner *P'tit Punk* ? Un petit livre drôle, ou comment apprendre la révolte en 10 leçons. Un seul label : « Ni Dieu ni maître ! ».

OLT

(1) *P'tit Punk*, Lympham J.-F., éditions Baron-Noir/Safrat, en vente 30 F à la librairie du Monde libertaire.

FRONT NATIONAL

Ça pue, mais à qui profite l'odeur ?

Le financement des partis politiques, s'il n'est plus un mystère insondable, reste néanmoins la tarte à la crème de notre démocratie parlementaire. Beaucoup de trésoriers se sont brûlés les doigts à ce petit jeu dont les règles, truquées et sans arrêt renouvelées, défient toute légalité et toute transparence. Toutes les tentatives de « moralisation » ont échoué et, pour sombrer dans la caricature, peut-on encore parler de l'ambassade d'URSS ou de la CIA en la matière. Les campagnes électorales coûtent très cher, sans oublier les petits fours, le champagne, les avions ou les chapeaux. Si rien n'est cependant trop beau pour brosser le cochon d'électeur dans le sens du poil, il reste que les rentrées de cotisations ou les grands raouts estivaux style fête de l'Huma ou des Bleus-Blancs-Rouges ne suffisent plus. Le Carrefour du développement s'est fait pincer, mais combien d'autres associations plus ou moins bidons existent et se développent sous des appellations plus ou moins vaseuses, et dont le seul souci est d'amorcer la pompe à finances. Le *Canard enchaîné* s'est fait une véritable spécialité de ce genre de dénonciation. Mais ce journal, devenu au fil des ans une véritable institution au point d'être lu dans tous les milieux, même s'il collectionne les procès, devient, la banalisation et l'essor de son lectorat aidant, un endroit où l'on rigole encore de la bonne blague arrivée aux copains d'en face. L'impact du scandale s'oblitére de lui-même au fur et à mesure que de nouvelles, mais pourtant nécessaires, accusations en tout genre sont publiées.

Une officine du Front national

Le *Monde libertaire* n'a pas la vocation ni la prétention de se substituer au *Canard enchaîné*, mais il nous a semblé important de publier l'article suivant. Toutes les informations qu'il contient ont été rassemblées depuis le début de cette année, et c'est en collaboration avec la revue *Article 31* que

nous avons choisi conjointement de publier nos informations. Nos angles d'attaque sont forcément différents, nos préoccupations n'étant pas les mêmes bien que l'ennemi soit commun. Il nous a semblé essentiel en cette occasion d'assurer une dénonciation commune d'une fraction de l'extrême droite. Nous espérons par ailleurs que cette « collaboration » trouvera d'autres terrains, d'autres espaces pour en finir une bonne fois pour toute avec ce que



la classe politique moderne compte de plus odieux, et surtout de plus dangereux.

Si l'on ne peut pas proprement parler d'escroquerie dans cette histoire, nous aurons la bien-séance de l'évoquer que de probables détournements de fonds. Loin de vouloir jouer les Zorro ou les archanges rédempteurs, il reste que le mécanisme mis au point par les dirigeants de l'Association pour l'aide au logement des mères en difficulté (ALMD) mérite qu'on s'y arrête ; ne serait-ce que par la personnalité et l'engagement politique des principaux responsables. L'embrouille est basée sur le 1% logement. L'ALMD, association ayant pignon sur rue et sous des aspects tout à fait honorables, comme son nom l'indique, est en fait depuis plusieurs mois une véritable officine de propagande du Front national. On respire...

Il faut tout d'abord rappeler en quoi consiste ce fameux 1%. Pour simplifier, chaque entreprise de plus de 10 salariés est soumise au versement de 1% de sa masse salariale au titre de l'effort à la construction. C'est la loi. Les fonds sont versés à des organismes dits collecteurs (CIL, OCIL, etc.) qui gèrent ces fonds, mettent à la disposition du personnel des cotisants des logements, ou bien encore complètent un prêt pour l'accession à la sacro-sainte et mythique propriété. La deuxième fonction de ces collecteurs, et c'est justement cela qui nous intéresse, est d'être en contact avec divers organismes à caractère humanitaire liés au problème du logement, et c'est là qu'intervient l'ALMD. Arguant des demandes pressantes, et on le comprend, de mères de famille célibataires à la recherche d'un logement, l'ALMD demande alors à ces collecteurs de mettre à sa disposition les sommes versées par les entreprises sur son compte, pour réserver des appartements sociaux, et dispose ainsi de sommes d'argent importantes pour financer ses activités. Il faut en outre préciser que ladite association reçoit également ses subventions du Fonds d'action sociale (FAS), de la Caisse d'allocations familiales (CAF), de la DDASS, de la Ville de Paris, etc.

La bêtise crasse voudrait, bien évidemment, que tout ce bel or aille directement dans les poches

d'un parti politique, mais c'est là bien mal connaître l'adversaire, et tout cela est d'un vulgaire... N'ayons cependant aucun respect pour l'adversaire valeureux, comme ils disent, et continuons. Les préoccupations humanitaires de l'ALMD sont réelles, puisqu'en 1986, 129 personnes ont été secourues, 106 en 1987 et 71 pour les premiers mois de 1988. De quoi se plaint-on ? C'est l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) qui, dans un rapport, sou-

lève le lièvre de façon sybilline, mais on ne peut plus révélatrice : « Dans la mesure où l'ALMD bénéficie de subventions de fonctionnement du FAS pour les immigrés et leur famille et a disposé d'un droit de tirage accordé par la commission nationale pour le logement des immigrés, d'un montant de deux millions de francs en 1982, ces relogements apparaissent peu nombreux. Par ailleurs, une fraction importante des demandes de mères seules adressées à l'ALMD émane de mères de famille d'origine étrangère. » Voilà où le bât blesse. Sur les 129 femmes relogées en 1986, plus de 83% étaient métropolitaines, les autres étant issues des DOM-TOM, de l'Afrique ou du Maghreb. Pour 1987 et les six premiers mois de 1988, les pourcentages de Françaises sont respectivement de 70% et de 73% qui ont pu bénéficier des largesses de l'ALMD (1).

Or le directeur de l'association, Maurice Connat, est un membre du Front national, ceci expliquant sans doute cela. Et si l'approche sociale de l'ALMD ne peut véritablement être sujette à caution, il n'en va pas de même de la qualité des choix faits par l'équipe. Le directeur a en effet horreur du vide, et le travail en solo n'est pas vraiment son truc. C'est d'ailleurs pourquoi le conseil d'administration est truffé d'âmes sensibles et bien pensantes qui ne demandent qu'à aider leur prochain, à condition qu'il soit français bien sûr, sinon c'est pas drôle...

Dix membres du conseil d'administration sur quatorze sont au Front national

En effet, sur les quatorze membres du conseil d'administration, dix sont membres du Front national, ainsi que le trésorier, le directeur général et un des deux vice-présidents. Ce sont même des cadors de la fachotterie, puisqu'y figurent Denis Claude, actuel responsable de la « formation » du Front national, Emmanuel Trambly, animateur de « Laissez-les vivre », ainsi qu'Emmanuel Maimil, candidat FN aux dernières élections municipales de Paris XVII^e. Tout cela ne suffisant pas, il a fallu que l'ALMD se dote d'un comité de soutien : on y retrouve évidemment le même genre de

pointure ! Yvon Chôtard, Florence d'Harcourt, Wallerand de Saint-Just (candidat FN aux municipales dans le V^e) et le sinistre Bernard-Antony Romain Marie, président de Chrétienté-Solidarité, dont certains membres se sont illustrés lors des remous qui suivirent la projection de la *Dernière tentation du Christ* et de l'incendie subséquent. Des fachos pur sucre...

On peut dès lors s'interroger sur les raisons profondes qui poussent tous ces petits anges à se passionner pour le social.

Nos informateurs, sur lesquels nous resterons bien entendu discrets, affirment qu'en fait certains membres du personnel ont servi notamment à mettre du courrier sous enveloppe pendant les heures de travail. Et pas n'importe quel courrier bien sûr : la propagande du Front national. L'association n'ayant aucun revenu propre, on peut facilement en déduire que les subventions du FAS ou des Allocations familiales ont servi pour alimenter la propagande lepéniste. Pas de quoi fouetter un chat, on sait comment procède le parti communiste pour installer la fête de l'Huma sans utiliser de professionnels rémunérés à ce titre (la comparaison s'arrête là), mais plus graves et beaucoup plus dangereux sont les procédés de l'ALMD. C'est en effet sur un terrain extrêmement défavorisé culturellement et socialement que vont chasser les troupes brunes.

Qu'elles soient étrangères ou françaises, françaises de préférence, toute cette population en proie à la misère sociale et soumise au plus grand désarroi est en effet le vivier idéal pour faire passer les idées les plus simples et les plus démagogiques. Sous couvert d'altruisme, de charité ou de solidarité, quoi de plus méritoire, de plus désintéressé que ce type d'intervention qui, au premier abord, a la saveur du mérite, le goût du désintéressement mais dégage en réalité des miasmes sacrément pestilentiels. Une nouvelle preuve : un extrait d'une lettre de Denis Daude, également responsable de l'Office français de formation et de communication des entreprises (OFFICE) qui, s'adressant à un responsable d'entreprise amie, déclare : « Nous pouvons encore doubler dans un premier temps, et décupler ultérieurement ce dernier chiffre ! Nous permettrons ainsi à ces organismes — qu'ils soient collecteurs, écoles, instituts de formation professionnelle, sociétés, associations, etc., qui partagent bien entendu nos convictions sur les plans politique, économique, social et moral — de prospérer et de faire avancer ainsi les idées qui sont les nôtres... Vous trouverez ci-joint une note d'information concernant l'ALMD... » Quand nous avons vu plus haut que Denis Daude s'occupe de la formation au Front national, ça laisse rêveur...

La haine ne s'arrête pas là, et c'est le Conseil d'administration dans son entier qui ne trouve rien à redire dans ce type de pratique : • séance du 10 mai 1988 : « (...) Le manque de candidatures françaises est un phénomène frappant. La masse envahissante de l'immigration l'explique en partie. Mlle L. propose de passer dans un service social minitel une annonce pour obtenir les dites candidatures » ; • lettre du 25 avril : « (...) L'extension, hélas toute théorique du 0,1% à des favorisés non immigrés (3) (voir circulaire du 15 février 1988) autorise des associations comme la nôtre à se consacrer exclusivement à cette nouvelle catégorie d'ayants-droit (...) ».

On constate aisément les abus de pouvoir que s'arrogent les administrateurs de l'ALMD et la mise en place d'une véritable officine d'intoxication psychologique, et peut-être même d'une entreprise de pompe à fric discrète. Tout laisse croire que ce type d'intervention se multiplie dans d'autres domaines. Le rapport de l'IGAS déjà cité plus haut ne se leurre d'ailleurs pas sur les intentions de l'ALMD. Et c'est sans doute pourquoi, devenant un peu trop voyante, celle-ci a procédé, début 1989, au licenciement de la quasi-totalité du personnel, à l'exception du directeur, bien entendu, et que l'on parle de plus en plus de la mettre en sommeil. La CAF a d'ailleurs retiré ses billes.

On prend les mêmes et on recommence !

Mais pourquoi abandonner une combine aussi juteuse et aussi discrète ? Pour faire la même chose ailleurs, bien sûr. C'est l'objet de l'Association pour l'emploi des mères travailleuses (sic), qui vient de se créer avec, inutile de le préciser, le même esprit désintéressé que l'ALMD. Il s'agit cette fois d'organiser des stages de formation. Ils ont des spécialistes : Denis Daude entre autres. Et en route pour de nouvelles aventures...

Ces méthodes sont anciennes, on saupoudre quelques idées humanitaires, on s'autoproclame humanitaire et le tour est joué. Ce genre de structures associatives sont en fait de véritables caches de la propagande du Front national, qui exploitent la crédulité, la faiblesse, la détresse économique, pour distiller à peu de frais les idées les plus racistes et les plus xénophobes qui soient.

Il est prématuré de ne se tenir qu'aux revers électoraux de Le Pen pour affirmer que l'extrême droite est dans la panade. Les moyens de propagande ne donnent pas seulement leur plein effet qu'au moment des campagnes électorales. C'est l'indifférence et le laisser-faire qui risquent de voir se développer cette véritable peste.

Emile VANHECKE

(1) Pourcentages calculés à partir du rapport de l'IGAS.

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Dans le monde : Répression en Chine, Kanaky, résignation ou révolte.
- PAGE 4, Les luttes : Orages à la météo, La situation dans la presse, Secteur social, En bref, Communiqué.
- PAGE 5, Société : Indépendantistes guadeloupéens emprisonnés, Attentat contre le CIDES, Le Pen à Nantes, Actions antiracistes.
- PAGE 6, Social : Le 43^e congrès de la CGT, compte-rendu.
- PAGE 7, Education : Point de vue sur l'école.
- PAGE 8, Informations internationales : Canada, Etats-Unis, Grande-Bretagne.
- PAGES 8 ET 9, Economie : L'analyse de la Fédération anarchiste sur la situation économique en France.
- PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Cinéma, Sélection de programmes de Radio-Libertaire.
- PAGE 12, Société : Ça pue le Front national !

Parmi les généreux donateurs, il se trouve un certain nombre de grosses boîtes qui servent d'intermédiaires aux collecteurs du 1% et alimentent l'ALMD. Il est bien évident que la totalité du 1% ne rentre pas dans l'association, mais il importe de connaître ces sociétés. Celles-ci ne savent d'ailleurs pas forcément que la fraction de 1% qu'elles versent se retrouve dans l'ALMD. Cela peut être l'occasion pour les partenaires sociaux tels que les comités d'entreprises d'intervenir et faire cesser les versements. Nous citons en vrac quelques-uns de ces sociétés : Citroën, Kodak-Pathé, Crédit Lyonnais, Crédit du Nord, CIT-Alcatel, ELF-Aquitaine, Maison d'accueil de Cachan, Société immobilière de la Régie Renault, Dames de France, Total, Union française pour le sauvetage de l'enfance, Valéo, etc.